

tribune

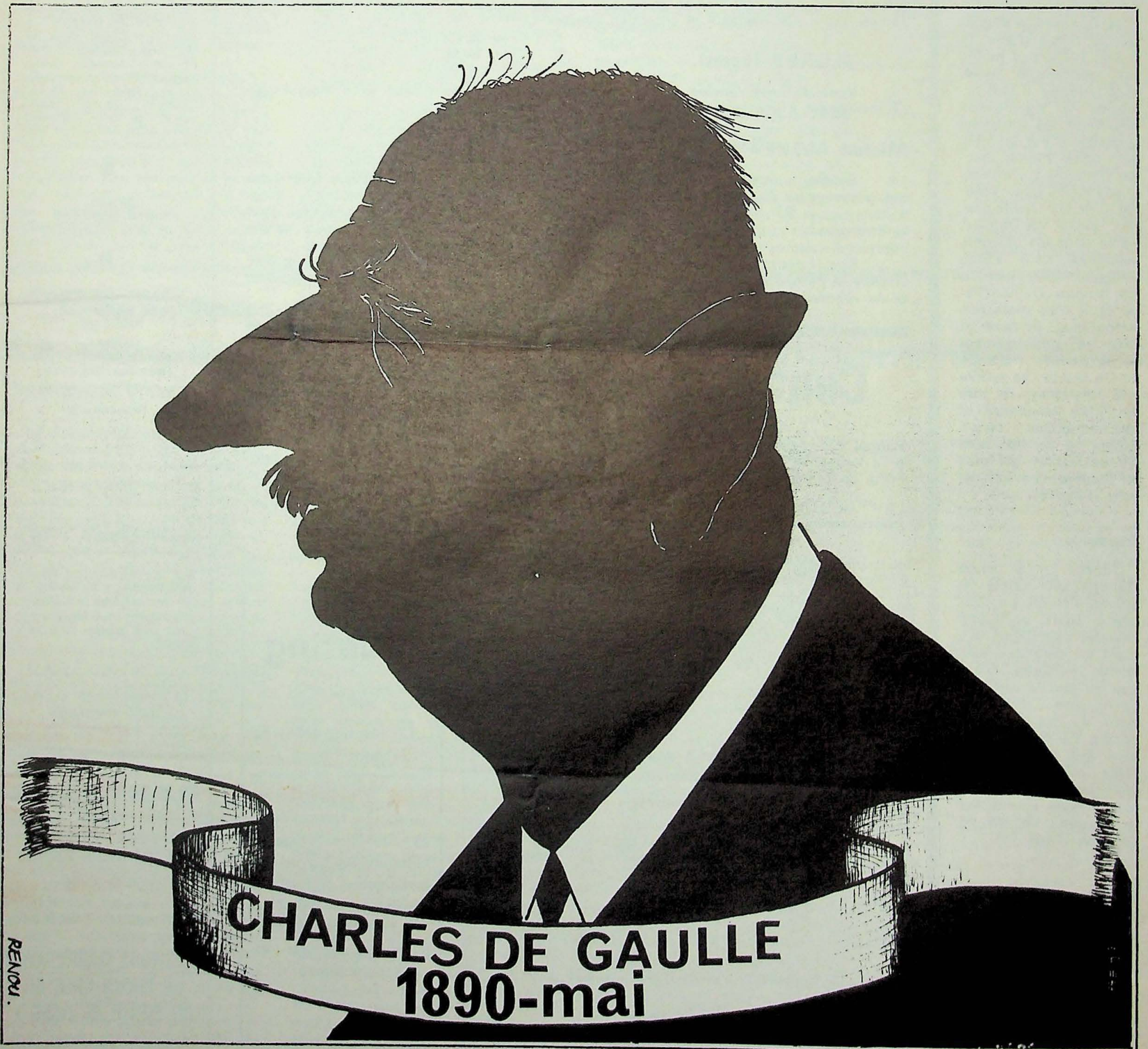
socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE

UNIFIE

N° 473, 1,50 F

JEUDI 19 NOVEMBRE 1970



CHARLES DE GAULLE
1890-mai

RENOU.

Dans notre courrier cette semaine, trois lettres particulièrement intéressantes :

De Gaulle

La mort de l'ancien chef d'Etat n'est pas pour nous une occasion de sacrifier à un rite nécrologique, mais un prétexte à l'analyse politique d'une période historique. Certes, le personnage de De Gaulle a parfois masqué les affrontements de classes et, en tout état de cause, ne peut pas s'identifier seulement à « l'homme du grand capital ». C'est la thèse que défend Gérard Féran (Page 7). Il n'en reste pas moins que, derrière le mythe et la légende, il faut retrouver la signification historique des situations sociales. C'est le bilan que tente Pierre Gautier (Page 4). Il n'en reste pas moins que « l'œuvre » de De Gaulle peut être jugée en rapport même avec les objectifs politiques qu'il s'était assignés. C'est ce que fait Jacques Gallus (Page 5). Il n'en reste pas moins que, derrière et dans le prolongement de la pensée politique de De Gaulle, se profile une conception du rôle de l'Etat, autoritaire et technocratique. Je n'ai lu le livre d'Yves Guena qui met en lumière ces aspirations (Page 8).

Espagne

Comme dans toute l'Europe, une vague de grèves s'étend sur l'Espagne. Mais, dans une situation spécifique, elle revêt un caractère nettement politique. C'est que les mouvements en cours sont l'aboutissement du travail mené depuis de longues années par les Commissions ouvrières. Marc Echeverry a eu des renseignements inédits sur la situation sociale en Espagne (Page 10).

E.D.F. - G.D.F.

Une journée nationale des militants du P.S.U. appartenant à cette branche nationalisée. Elle a analysé la situation dans ce secteur et adopté une plate-forme politique d'action (Page 16).

A. MASSON (Chevilly-Larue)

Après quelques critiques amicales à « T.S. », il suggère des propositions constructives :

« Moins de termes révolutionnaires, mais plus d'articles expliquant comment se fera la prise du pouvoir par les travailleurs.

Populariser un programme d'action et répondre à certaines questions :

— qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

— qu'est-ce que la prise de pouvoir des travailleurs, le rôle dans l'entreprise, dans les quartiers, par rapport au pouvoir central ?

— quel sera le rôle du pouvoir central dans un régime socialiste ?

— comment le parti définit-il son action et son programme par rapport à la santé, l'urbanisme, l'économie, le social ?

Notre camarade demande que « T.S. » soit moins un journal de militants et davantage un journal de masse et insiste pour que l'information des actions dans les entreprises et l'analyse de l'action syndicale ne soient jamais le reflet d'un règlement de compte entre nos militants et ceux des syndicats.

J.-L. FLORES (Lyon)

Nous demande également de tenir compte du fait que « T.S. » ne s'adresse pas exclusivement à des militants, mais qu'il est diffusé à la criée.

Michel MOREAUP (Le Mee-sur-Seine)

S'élève contre le manque d'objectivité d'un journaliste des Actualités Télévisées qui, accusant les éboueurs en grève de Londres de polluer les rivières, conclue : « Souhaitons que la S.P.A. de cette bonne ville de Londres saura remettre ces grévistes dans le droit chemin », se gardant bien d'ajouter, note notre correspondant, « ou qu'elle interviendra auprès de leurs employeurs. »

Nos lecteurs ont beaucoup de choses à nous dire. Leurs lettres nous sont précieuses et permettent à l'équipe de rédaction de posséder de précieux renseignements et de répondre à des préoccupations quotidiennes.

Centre de luttes lycéennes

Rappel : la réunion nationale du C.L.L. aura lieu le dimanche 22 novembre, de 9 heures à 18 heures à la Maison des Jeunes de Paris-Charonne, 46, rue Louis-Lumière (Métro Porte de Montreuil).

Le 1^{er} Bulletin de liaison sera à la disposition des militants qui veulent le distribuer. Inscription C.L.L. - 27, rue Linné, Paris-5^e - Tél. : 331-36-39.

critique socialiste

Au sommaire du n° 2

Antonio Gramsci : « La conquête de l'Etat ».

Jean-Gérard Sender : « Sur la hiérarchie des salaires ».

Pino Ferraris : « Notes sur l'automne chaud en Italie ».

Christian Leucate : « L'Humanité rouge et le front uni ».

Serge Mallet : « Contrôle ouvrier, parti et syndicat II ».

Prix au numéro : 5 F

Abonnement (6 num.) 24 F - Etranger : 32 F

C.C.P. Editions Syros Paris 19.706.28

54, boulevard Garibaldi

Meeting

Un meeting-débat du « Secours Rouge » a lieu le mardi 24 novembre, à 21 heures, au cinéma « Le Normandy », 83, rue Victor-Hugo à Montreuil-93, avec la participation de Bernard Herzberg et Guillou, membres du Comité d'Initiative national du « Secours Rouge ».

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

ÊTES-VOUS MARIÉE AVEC
UN MARIN GREC OU
UN PILOTE DE LIGNE ?

Chômage et inflation

Jacques Malterre

Un sondage d'opinion tout récent a révélé que la popularité de M. Chaban-Delmas était en forte hausse. Le Premier ministre peut donc s'estimer satisfait. Son programme de réformes n'a pas encore démarré que déjà les Français lui décernent un brevet de bonne gestion des affaires nationales. Seuls quelques esprits chagrins continuent de dénoncer les tares de notre société auxquelles nul remède n'est apporté ; Presse et radio s'emploient à créer une atmosphère de satisfaction générale qui trouve son expression la plus parfaite dans la journée de deuil national !

Des militants révolutionnaires déduisent de cette apathie que les seules bases sociales de la Révolution n'existent plus désormais que dans quelques couches marginales encore capables de révolte : jeunes travailleurs non intégrés et travailleurs immigrés. L'analyse marxiste des contradictions du capitalisme est rejetée ou oubliée. Cela au moment même où les plus éminents

experts internationaux sont bien obligés d'en reconnaître la validité ; sans l'admettre ouvertement — ce-la va de soi.

En France même le chômage progresse à un rythme qui n'a jamais été observé depuis la guerre et l'on va atteindre en un mois ou deux ce « seuil d'alerte » que l'on avait fixé à un niveau inatteignable. Dans le même temps les prix continuent à grimper ; ce qui est signe d'un dérèglement profond.

Dans le monde capitaliste tout entier c'est la plus grande confusion qui règne. Tout se passe comme si le capital triomphant déchainait l'incohérence et l'anarchie.

Réunis au château de la Muette nos grands experts consultent les chiffres avec effroi et tournent leurs regards inquiets vers les représentants des Etats bourgeois qui semblent plus que jamais frappés d'impuissance. Toutes les situations aberrantes se rencontrent : celle de la Grande-Bretagne qui annonce

à la fois la stagnation de la production et une hausse de 7 % du coût de la vie ; celle de l'Allemagne où le patronat défiant le pouvoir central accepte que les salaires augmentent de 20 % l'an quitte à ajuster les prix en conséquence ; celle de l'Italie où toutes les grandes firmes et l'Etat lui-même sont au bord de la banqueroute ; le centre lui-même est menacé ; aux U.S.A. les records de chômage sont battus et de puissantes entreprises vacillent. Un peu partout après trois années de profits exceptionnels les capitalistes ne savent plus à quels saints se vouer pour maintenir l'accumulation du capital et même pour sauvegarder sa valeur réelle.

Jadis nous dénoncions le système capitaliste, sur le plan économique, parce qu'il oscillait sans fin entre l'inflation et le chômage. Plusieurs pays, et non des moindres, ont maintenant les deux. C'est le résultat obtenu par les Nixon, les Heath et autres génies du libéralisme conservateur.

Dans tous ces pays la classe ouvrière essaie de s'en sortir par une démarche empruntée à un économicisme peu conscient ; forte de son nombre et de la peur qu'elle inspire au patronat elle arrache des augmentations pour courir après les prix et satisfaire par sa dépense ce que la collectivité ne peut lui donner. Ceci donne, un temps, des résultats, mais la machine se dérègle, les contradictions s'approfondissent et les forces conservatrices songent à organiser une réponse en termes « d'ordre et de loi » qui s'appliquera d'abord aux manifestations éparses de refus mais qui demain pourra s'étendre au fond du problème, c'est-à-dire au rapport de force avec la classe ouvrière prise dans son ensemble. Celle-ci commettrait une grave erreur en ne voyant pas venir le danger. Seule la réorganisation de sa force en tant que force politique, en tant que mouvement politique des masses pourra lui permettre d'affronter cette épreuve-là qui pourrait bien être l'épreuve décisive.

Luttes étudiantes

La crise de l'U.N.E.F. et l'avenir du mouvement

Jean-Marie Vincent

Le grand public ne comprend pas grand-chose à ce qui se passe dans l'université, et reconnaissons-le franchement, encore moins à ce qui se passe à l'intérieur du mouvement étudiant. La crise qui secoue l'U.N.E.F. depuis plusieurs mois ne suscite guère d'intérêt. Beaucoup d'étudiants en suivent eux-mêmes les péripéties dans les journaux comme s'il s'agissait d'un match à plusieurs épisodes entre bandes de jeunes. Dans le cas de l'U.G.E. (Union des Grandes Ecoles, affiliée à l'U.N.E.F.) où l'on a vu une petite minorité de l'organisation (pro-P.C.) faire une sorte de coup d'Etat militaire contre la majorité, il a fallu attendre plusieurs jours pour que la vérité commence à transparaître dans la presse.

Pourtant, si l'on va au-delà des apparences, cette crise n'est pas sans signification. Il apparaît d'abord que le projet mis en avant par les étudiants P.S.U. après mai-juin 1968, celui d'un mouvement étudiant de masse, à orientation clairement anticapitaliste, s'est heurté à des difficultés beaucoup plus considérables qu'on ne l'avait prévu au départ. Le volontarisme de notre parti dans ce domaine, son désir d'affirmer coûte que coûte l'hégémonie d'une politique révolutionnaire sur le milieu, n'a pas

empêché la majeure partie des « gauchistes » étudiants de désertifier le terrain universitaire, soit pour essayer de s'implanter dans la classe ouvrière, soit pour essayer de construire l'organisation d'avant-garde, noyau du futur parti révolutionnaire.

Il s'ensuivit une situation parfaitement paradoxale. Au sein de l'U.N.E.F. les E.S.U. étaient seuls à défendre une ligne de dépassement du syndicalisme étudiant traditionnel. Ils l'imposèrent au congrès de Marseille de l'U.N.E.F. surtout contre les courants centrifuges venant de certains comités d'action de mai, mais très tôt par la suite ils se heurtèrent essentiellement à l'U.N.E.F.-Renouveau, organisation fractionnelle contrôlée par les étudiants communistes et à l'A.J.S. (Action des Jeunes pour le Socialisme) d'obédience trotskyste. Malgré leurs divergences portant au-delà de l'idéologie sur des problèmes concrets comme la participation, ces deux fractions se retrouvaient dans la défense de certains thèmes corporatistes, dans la recherche de liens avec le mouvement ouvrier traditionnel (C.G.T. en particulier), dans la volonté d'apparaître comme une opposition « raisonnable » au pouvoir (cela vaut surtout pour l'U.N.E.F.-Renouveau).

Très naturellement elles ne pouvaient avoir pour préoccupation de mettre en pratique la politique décidée par le B.N. de l'U.N.E.F. Bien au contraire dans les luttes comme dans les débats, ce qui les intéressait surtout c'était de faire valoir leur influence et de prouver leur capacité à coiffer les manifestations du milieu. Pour les camarades du P.S.U. les conséquences de cet état de choses étaient lourdes : il leur fallait mener à la fois une lutte parlementaire et d'appareil au sommet de l'U.N.E.F. et à la base tenter de donner cohésion à la combativité étudiante. Pris dans cet étau, ils réussirent à faire la preuve sur le terrain (Censier, Nanterre, Médecine par exemple), qu'une politique de mobilisation massive contre la sélection, la répression et la « rentabilisation » à l'université était possible, mais les difficultés ne firent que s'aggraver dans les assemblées internes.

Aujourd'hui, il est de ce fait indispensable de repartir sur de nouvelles bases. Pour les étudiants du P.S.U. engagés dans l'U.N.E.F. il ne peut être question de s'épuiser en débats stériles, en guérillas secondaires et en petites guerres absurdes avec des courants politiques dont ils sont séparés par des problèmes politiques fondamentaux

(participation, formes de lutte, etc.). Pour eux il s'agit maintenant comme vient de le décider la direction politique nationale des 7 et 8 novembre derniers, de concourir au regroupement dans un mouvement de masse des forces internes et externes à l'U.N.E.F. qui reconnaissent tant la nécessité d'un travail de masse à l'université sur des objectifs concrets que la nécessité d'une structuration permanente au mouvement étudiant anticapitaliste. Sur tous ces points le dialogue doit être ouvert avec tous. Le P.S.U. ne peut et ne veut en aucun cas revendiquer l'hégémonie dans ce nouveau contexte. La diversité des expériences et des organes de base qui agissent dans le monde étudiant (C.A. U.N.E.F., comités de lutte permanents) de même que la volonté diffuse chez beaucoup d'étudiants de dépasser la groupuscularisation, tout cela impose que la confrontation soit menée sans faux-fuyants en essayant de dépasser les facteurs de division et d'aller au-delà d'une vague cartellisation entre groupes révolutionnaires. La combativité étudiante est là pour donner de bonnes bases à cette réorientation politique, mais elle risque de tourner vite en rond si de nouvelles perspectives ne sont pas dégagées. □

Le P.S.U. et De Gaulle

Philippe Guyot

Du vivant du général De Gaulle, nous n'avons jamais caché tout ce qui nous éloignait de la conception et du contenu d'une politique imposée au pays. Il est arrivé que l'on nous reprochât cette opposition de principe et du premier jour.

C'est que certains, jusque dans les rangs des organisations ouvrières, confondaient la stature historique d'un homme et la signification sociale de son pouvoir. Pour nous, ayant analysé dès l'aube du nouveau règne que le nouveau régime n'était pas né d'un accident de parcours mais avait été voulu par la fraction dynamique du grand capital, nous nous sommes toujours refusé à approuver les différents gestes stratégiques qui jalonnaient une politique qui ne pouvait qu'être globalement néfaste aux intérêts de la classe ouvrière.

Du vivant du général De Gaulle, nous n'avons cependant jamais caché que certaines réformes, imposées par la logique interne du développement du néo-capitalisme, pouvaient revêtir un caractère positif. Il est arrivé que l'on nous reprochât ces prises de position, allant parfois jusqu'à nous accuser de gaullisme de gauche.

C'est que certains, jusque dans les rangs des organisations ouvrières, confondaient la nécessaire lutte frontale contre le régime capitaliste et le refus de l'évolution qui n'a jamais fait partie du combat socialiste. Pour nous, nous refusant à pratiquer une politique à œillères, nous avons toujours affirmé que le démantèlement de certaines structures archaïques et les contradictions nouvelles ainsi introduites au sein de la bourgeoisie pouvaient être un appui objectif à la lutte de la classe ouvrière, si celle-ci et ses organisations savaient s'en servir.

Du vivant du général De Gaulle, nous n'avons jamais admis le petit jeu qui faisait les délices de la classe politique des pseudo-différences qui étaient censées opposer les uns aux autres certains princes du régime. Il est arrivé que l'on nous reprochât une telle attitude, l'assimilant au refus de prendre en considération l'action conflictuelle de diverses tendances au sein même du rassemblement gaulliste.

Le rôle des hommes

C'est que certains, jusque dans les rangs des organisations ouvrières,

ont longtemps persisté à confondre les actes individuels des hommes et la mécanique collective d'une classe qui n'hésite jamais, lorsqu'elle y trouve son intérêt, à balayer ceux que précédemment elle encensait. Pour nous, sachant que le rôle des hommes, s'il n'est pas nul, est toujours dépendant des forces sociales qui les animent, nous n'avons manifesté nulle surprise devant des changements de personnel dont le dernier qui fit d'un grand commis un successeur nécessaire pour réévaluer un certain nombre d'aspects de la politique suivie.

En toute tranquillité

Ces rappels de nos positions ne nous paraissent pas inutiles pour comprendre ce qu'est notre attitude au moment du décès de l'ancien chef d'Etat. Parce que nos analyses du phénomène néo-capitaliste ont été rigoureuses et nos prises de position sur la politique gaulliste toujours empreintes d'une grande clarté, nous pouvons aujourd'hui, en toute tranquillité, promener un faisceau d'analyse sur la période historique qui s'achève avec la vie d'un personnage qui lui aura imposé sa marque.

La défaite politique

Nous l'avons dit ici-même la semaine dernière, pour nous, la mort de Charles De Gaulle n'est pas un événement politique, un rite nécrologique auquel il faudrait sacrifier, elle n'est qu'une occasion d'un bilan nécessaire sur la confrontation qui s'est menée, des années durant, entre un rassemblement conservateur qui s'affirmait de plus en plus et une orientation révolutionnaire, seule alternative réelle, qui se cherchait activement. Que l'aboutissement provisoire de cette lutte ait été le grand mouvement populaire de Mai 1968, nos efforts y avaient largement contribué; et que le camp révolutionnaire ait à ce moment montré trop de faiblesse et trop peu d'organisation pour l'emporter, voilà ce qui doit retenir notre attention et nos analyses. Que, dans la tourmente, Charles De Gaulle ait connu à ce moment sa défaite politique ne change rien à l'affaire. Nous n'avons à nous excuser ni de cette péripétie ni de la lutte acharnée menée, à travers lui, contre le régime capitaliste. Nous ne sommes pas de ceux qui crierons « Pardon, mon général ».

Un peu de poussière sous les doigts

Pierre Gautier

Le général de Gaulle qui aimait présenter l'histoire comme celle des grands hommes d'Etat a beaucoup travaillé à sa propre légende. Il ne craignait pas qu'on le prit pour Jeanne d'Arc ou Louis XIV, ou qu'on l'identifiât à la France éternelle. Il n'avait cure qu'on vit en lui une sorte de Don Quichotte ou une sorte de paladin défiant ses ennemis avec des moyens dérisoires, quoique avec un courage indomptable. Il aimait également le beau geste et le beau langage comme en témoignent ses mémoires.

Mais cela ne l'empêchait pas d'être un réaliste à la mode bourgeoise. S'il aimait les bains de foule, il méprisait les masses et leur déniait tout droit à s'occuper d'autre chose que de leur vie quotidienne. Pour lui l'Etat était le début et

la fin de toute la vie sociale. Il n'y a pas si longtemps il déclarait encore : « Il n'y a eu de France que grâce à l'Etat. La France ne peut se maintenir que par lui. Rien n'est capital que la légitimité, les institutions et le fonctionnement de l'Etat. » S'il tenait tant au thème de l'unité nationale, et au thème de la nation au-dessus des classes, c'était précisément parce qu'ils étaient les compléments indispensables de sa philosophie politique et de sa conception aristocratique du monde.

Un jeune officier...

Pour lui chacun devait être à sa place, les grands devaient s'adonner à la religion de l'énergie, les petits n'avaient eux qu'à s'en tenir

à la modestie qui leur sied si bien en toutes circonstances.

Quand le jeune officier de carrière Charles de Gaulle s'est lancé dans la politique après la première guerre mondiale, il ne s'est engagé dans aucune organisation. Il avait certes, subi des influences maurassiennes et lu avec beaucoup d'intérêt les textes populistes et nationalistes de Charles Péguy, mais son véritable parti, c'était l'armée française comme élément essentiel de l'Etat impérialiste français.

...dans l'ombre de Pétain

D'abord dans l'ombre de Philippe Pétain, puis seul, Charles de Gaulle se fit le défenseur de cet instrument capital de la bourgeoisie. Sans qu'on ait besoin de lui attribuer des dons d'inventeur ou

de visionnaire, il vit assez tôt la signification de l'armée blindée et les erreurs d'une pensée stratégique purement défensive. Peu à peu il découvrit à quel point la peur de la révolution et le conservatisme borné de ses chefs sclérosaient cette armée jusqu'alors considérée comme la première du monde. Tout aussi contre-révolutionnaire que nombre de ses collègues, il ne se laissait cependant pas complètement aveugler par sa haine de classe contre le bolchevisme. Il n'oubliait pas que l'impérialisme rival le plus proche, l'impérialisme allemand, était un adversaire redoutable. Pour pouvoir le combattre, sans se livrer aux masses populaires, il préconisait une armée de métier, peu nombreuse et appliquant sur le plan stratégique ses conceptions sur l'armée blindée.

La fin et les moyens

Les résistances qu'il rencontra l'amènent à élargir peu à peu son champ d'action. On le vit fréquenter les cabinets ministériels et même s'intéresser au parti socialiste à l'époque du front populaire. Il n'avait pas changé d'idées, mais il cherchait simplement des forces capables d'appliquer ses propres plans avec efficacité. C'est cette activité qui lui valut d'être membre du gouvernement Paul Reynaud en 1940 lors de la défaite. A ce moment il fut assez lucide pour se rendre compte que la guerre mondiale ne faisait que commencer et que le maréchal Pétain avec sa suite de politiciens veules risquait d'entraîner la bourgeoisie française à la catastrophe, d'où le coup d'éclat du 18 juin 1940. Pour Charles de Gaulle à Londres la tâche était désormais relativement claire. Il lui fallait d'une part reconstituer un appareil d'Etat, aussi embryonnaire fut-il au départ, en prévision de l'écroulement de celui de Vichy et de l'apparition d'un danger de subversion. Il lui fallait d'autre part rallier à lui le maximum de Français opposés à l'occupation nazie, mais cela sans leur faire trop de concessions politiques.

L'aide des anglo-saxons et l'aide d'une grande partie de la vieille armée coloniale française lui permirent largement de remplir son

programme. Les grands alliés ne se faisaient guère d'illusions sur le renfort militaire que pouvait leur apporter la « France libre », mais ils savaient que c'était une arme diplomatique qu'on pouvait jouer contre l'axe. Tout cela lui donna naturellement des atouts pour s'imposer face à la résistance intérieure française. De Gaulle disposait d'armes, d'agents de liaison, de moyens financiers importants : il pouvait s'en servir pour faire valoir ses propres vues au sein de la Résistance et plus particulièrement pour subordonner la stratégie de la Résistance à la sienne : la restauration dans toute sa force de l'Etat bourgeois impérialiste. La besogne lui fut, il est vrai, facilitée par l'orientation d'union nationale adoptée par le P.C.F. Malgré le peu d'intérêt qu'il manifestait pour les maquis et la guerre de partisans, le général de Gaulle fut de ce fait consacré sauveur suprême au moment de la libération. Il put ainsi jouer sur son prestige pour contenir la poussée sociale qui marquait la France de 1944-1945.

L'homme providentiel

Il échoua, il est vrai, dans sa tentative de consolider aussitôt sur le plan constitutionnel et institutionnel ces « acquis » antipopulaires. Le jeu démocratique traditionnel pratiqué par des partis largement

renouvelés par la participation à la résistance suscitait encore trop d'adhésions pour que les appels à la démocratie plébiscitaire aient un écho et un impact immédiats. Mais même éloigné du pouvoir, de Gaulle restait un homme providentiel pour la bourgeoisie. Les attaques violemment anticommunistes du R.P.F. (fondé en 1947) déplacèrent largement vers la droite toute la vie politique française, tout comme ses couplets sur la grandeur française servirent de justifications à une politique coloniale de plus en plus répressive (de l'Indochine au Maghreb). Sous cet étendard du gaullisme, les solutions réactionnaires un moment discréditées reprenaient du lustre. Sans de Gaulle, il n'y aurait pas eu Pinay et la stabilisation monétaire en 1952, il n'y aurait pas eu Martinoud-Desplats, ministre de l'Intérieur, précurseur du Marcellin d'aujourd'hui. Par ailleurs de Gaulle représentait une carte de rechange face aux équipes en place, même quand le R.P.F. ne fut plus qu'une organisation moribonde (entre 1953 et 1958). On pouvait toujours parler de lui comme d'un dernier recours.

On fit effectivement appel à lui en mai 1958 pour empêcher la crise de la IV^e République de dégénérer en crise du régime bourgeois. Encore une fois les masses ne devaient pas avoir leur mot à dire sur des problèmes tels que la guerre d'Algérie, l'orientation à suivre en

matière d'unification européenne, les rapports à suivre avec les grandes puissances. Tout cela devait rester l'apanage de cercles restreints et comme de Gaulle avec son présidentialisme à résonances bonapartistes le garantissait, la bourgeoisie avait toutes les raisons de l'appuyer.

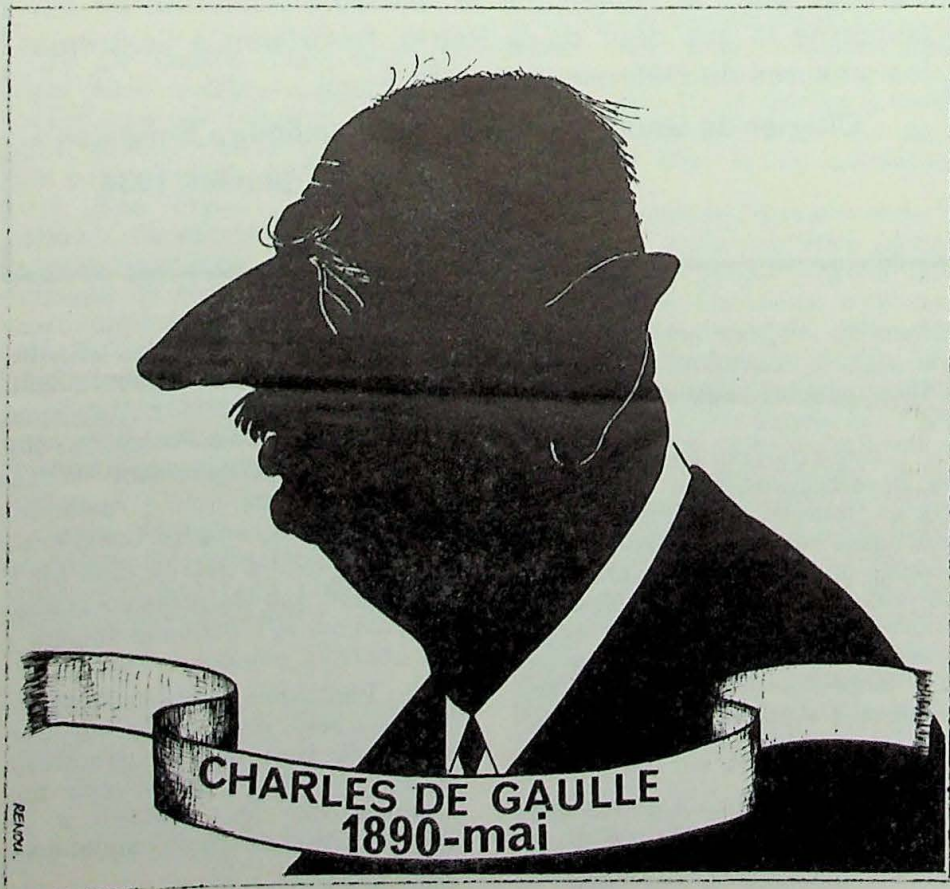
Trop de démagogie

La lune de miel entre de Gaulle et sa classe dura longtemps. On pouvait passer au général sa prédilection pour la « grande politique étrangère », son attachement coûteux à la force de frappe du moment qu'il favorisait la grande industrie privée, et qu'il laissait proliférer les forces policières de tout poil. La rupture eut lieu seulement lorsque le général se laissa démonter par les manifestations et les grèves de mai-juin 1968, puis après un rétablissement difficile voulut faire trop de démagogie participationniste.

Si sa légende était toujours utile, on lui fit savoir qu'il n'était plus indispensable lui-même et qu'on se passerait de lui à l'avenir. Le surhomme n'était plus qu'un vaincu. S'il y a une moralité à cette histoire elle est au fond très simple : dans une période où l'homme reste un loup pour l'homme, la grandeur la plupart du temps n'est que le revers de l'abaissement du plus grand nombre. Méfions-nous en. □

tribune

socialiste



La solitude de Pompidou

Jacques Gallus

1968-70 : la période restera riche pour analyser les rapports complexes qui existèrent entre le personnage de De Gaulle et les intérêts de la grande bourgeoisie française. Car en ces deux années qui virent la fin politique du général et l'accession au pouvoir de Georges Pompidou, il n'y eut ni vraiment rupture, ni réellement continuité.

Pas de vraie rupture en effet comme voudraient le croire ces éternels « gaullistes de gauche » voyant en leur chef celui d'une révolution sociale et qui accusent Pompidou de trahir la pensée du Maître.

Mais pas de continuité non plus car celle dont se targue l'actuel Président de la République, n'est pas celle de Charles De Gaulle : elle n'est que celle des intérêts d'une bourgeoisie qui a su l'utiliser à son heure pour le renvoyer quand les inconvénients de sa conception maurassienne de l'histoire l'ont emporté sur les avantages que l'ex-chef de l'Etat procurait, comme garantie du régime.

Le P.S.U. a sans doute été en 1960 le seul à refuser sur ce point la légende pour analyser l'histoire du phénomène gaulliste. On peut aimer les contes et trouver dans « L'Appel », « le Salut », « le Renouveau », une réflexion sur l'histoire de France de nature à passionner les enfants, mais il faut bien rappeler de temps en temps la réalité plus prosaïque du capitalisme français. Ainsi il n'est pas difficile de déceler derrière les trois grandes pensées gaulliennes, les institutions, la décolonisation et la participation, la marque des intérêts de la grande bourgeoisie française soucieuse d'accélérer la mutation de l'économie nationale pour la rendre compétitive et ouverte au marché européen.

Les institutions

De fait la transformation des institutions correspondait pour elle à un double besoin :

- la nécessité d'un Etat fort pour assurer son hégémonie politique sur la petite et moyenne bour-

Chômage forcé

Le 12 novembre, les travailleurs du spectacle ont fait les frais de l'hypocrisie bien pensante.

Tandis que les employés de l'Etat pouvaient, grâce au deuil national imposé par le gouvernement, prolonger de 24 heures leur congé de la veille, les comédiens payés à la représentation, privés de leur salaire quotidien, ont eu tout loisir de méditer, l'estomac léger, sur le destin de l'illustre acteur disparu.

geoisie dont le poids s'était avéré considérable sous la IV^e République. Hégémonie rendue nécessaire par la force des contradictions internes aux classes dominantes. C'est en effet sous De Gaulle que la grande bourgeoisie a découvert que son principal adversaire dans la transformation du capitalisme français était les paysans, commerçants, entrepreneurs, petits et moyens qui en feraient les frais.

● l'exigence d'une dépolitisation des lieux de pouvoir traditionnels dans le système politique français. Les décisions ne devaient pas être soumises à un contrôle politique réel, non seulement du fait de leur caractère contradictoire avec les intérêts économiques des soutiens politiques du régime, mais aussi parce que la rapidité et la technicité de la transformation économique ne pouvaient s'accommoder de la lenteur, de l'incompétence et de la dispersion, qui du Parlement aux mairies continuaient à être qualités distinctives des assemblées où les notables régnaient encore.

La décolonisation

En matière de décolonisation, De Gaulle ne fut pas non plus sans répondre aux intérêts réels, sinon immédiats de la grande bourgeoisie. Les conséquences économiques et

politiques désastreuses de la colonisation risquaient de compromettre des intérêts puissants dans le monde arabe (pétrole) et en Afrique. La suite de la V^e République a montré que le capitalisme français y trouvait largement son compte en maintenant des rapports économiques impérialistes avec ses ex-colonies et en assurant la survivance politique de régimes et d'hommes qui lui étaient dévoués. Des pays comme la Côte d'Ivoire témoignent de ce point de vue d'une réussite que le maintien de l'empire n'aurait jamais permise.

La participation

Reste la participation, cette grande œuvre où De Gaulle devait ni plus ni moins mettre en France un terme à la lutte des classes. Mais ce qui demeure de ce grand dessein en dit plus long sur la nature du néo-capitalisme que sur la pensée sociale du gaullisme.

D'abord transformée en un « intéressement aux fruits de l'entreprise », la participation eut surtout pour effet, grâce à la diligence de Pompidou, de faciliter les investissements des grandes entreprises. (Obligation d'attendre cinq ans pour les travailleurs avant de toucher le produit de leurs actions, exonération d'impôts sur les sommes allouées à l'intéressement,

Travail, Famille et Patrie

Mardi 10 novembre, en fin d'après-midi, les travailleurs du C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique) ont eu la surprise d'entendre cet avis, diffusé par haut-parleurs : « En raison du deuil national, les travailleurs du C.E.A. travailleront normalement le jeudi 12 novembre. »

Et le matin du 12, alors qu'ils étaient à leur travail, à Saclay et dans d'autres centres périphériques, ils ont appris que des cars étaient à leur disposition pour les reconduire à Paris-Notre-Dame ! Ce pèlerinage organisé n'a pas eu grand succès. Pas plus que la minute de silence, déclenchée par sonnerie, à travers les centres du C.E.A.

exonération de 50 % d'impôts sur les investissements.)

Quant au deuxième volet de la participation, il révèle un essai d'élaboration stratégique de la part de la bourgeoisie française. L'objectif poursuivi est en effet ambigu et doit suivre un chemin semé d'embûches puisqu'il s'agit de faire que la classe ouvrière renonce à la lutte de classes et à la transformation sociale du pays moyennant un certain nombre d'avantages matériels « octroyés » par « contrats ». Politique rendue nécessaire par les intérêts antagonistes de la grande et de la petite bourgeoisies et par l'exigence inéluctable du développement des forces productives qui oblige le capitalisme à s'assurer, sous peine de s'écrouler, du soutien des travailleurs.

Que reste-t-il de De Gaulle ?

Que reste-t-il donc de De Gaulle lui-même, une fois rappelées ces quelques vérités ? Apparemment rien. En réalité beaucoup. Car De Gaulle fut aussi le contemporain d'une étape essentielle de l'histoire du capitalisme. Celle qui a vu la part croissante prise par l'idéologie dans le processus social, économique et politique. Nos camarades

crise économique dont la crise politique aurait été un simple « reflet », mais une crise politico-économico-sociale jointe à une crise idéologique des finalités du système social, que le personnage même de De Gaulle a eu une telle importance. Il ne fut pas alors seulement l'instrument docile d'une bourgeoisie qui aurait pu mener à bien ses projets avec n'importe quel autre homme. Charles De Gaulle fut au contraire la réponse nécessaire à un système social en voie de désagrégation politique et idéologique. Sa conception de l'histoire, sa vision du monde et de la France ont permis, bien qu'étant complètement étrangères aux idées de la classe dominante, de recréer artificiellement une finalité à un système qui n'en n'avait plus. L'indépendance, la France éternelle, la fierté d'être dirigés par un si grand homme ont donné aux Français l'illusion qu'à défaut de vivre eux-mêmes l'aventure historique, ils pouvaient, en De Gaulle, la vivre par procuration. Voilà pourquoi le 30 mai 68 Pompidou n'aurait pu réussir le coup de théâtre gaullien. Il fallait la force du mythe pour que disparaissent un instant les contradictions du régime et qu'un peuple soit à nouveau mystifié en l'espace d'une élection.

De qui est-ce ?

« Le régime fasciste permet aux pouvoirs publics de tirer des ressources existantes, sans réserve ni ménagement, tout ce qu'elles peuvent donner. L'impérieuse subordination des intérêts particuliers à ceux de l'Etat, la discipline exigée et obtenue de tous, la coordination personnelle du Duce, enfin cette sorte d'exaltation latente entretenue dans le peuple par le fascisme pour tout ce qui concerne la grandeur de la Patrie, favorisent à l'extrême les mesures de Défense nationale. »

Charles de Gaulle dans « La Revue militaire française »
1^{er} janvier 1934

italiens de « Il Manifesto » ont analysé ainsi la nouveauté de cette situation dans les régimes de capitalisme développé :

« Pour se garantir une dynamique de développement, le système a mis en pratique toute une série de processus sociaux et politiques, qui comme une drogue lui permettent de survivre mais accumulent de nouvelles tensions souvent explosives. Ainsi fonctionne à nouveau une tendance catastrophique, non en termes d'écroulement économique, mais de crise politico-économico-sociale. »

C'est en effet parce que la crise du capitalisme français n'était pas en 1958 comme en 1968 une simple

Il a fallu que la droite croit rétablir l'équilibre du système pour qu'elle ose écarter De Gaulle et passer le pouvoir à Pompidou. Elle a jusqu'ici partiellement réussi l'opération. Mais quand reviendra la crise avec les niveaux complexes que nous avons décrits plus haut, ce ne sont pas les artifices chabanesques sur la « nouvelle société » qui pourront empêcher l'explosion.

Si Pompidou sait aujourd'hui qu'il est seul, c'est parce que personne ne sera plus là désormais pour faire croire à nouveau aux Français que leur histoire a un sens... dans le cadre du capitalisme. □

Ce qui s'est passé à Colombey

Gérard Féran

« La France est veuve », a dit Georges Pompidou. Et toute la Presse a réussi à faire de la mort de De Gaulle celle du « Père ». La famille autrefois divisée s'est regroupée dans le même hommage à son chef et à son héros, l'Histoire s'arrête avec celui qui l'incarne. La France de nouveau peut communier dans la simplicité des obsèques voulues par le Père avec sa propre destinée. Les écrans ont disparu. Ceux du Faste, de la Puissance, de l'Orgueil. Le Peuple de France est là, célébrant tout à la fois l'aventure de De Gaulle et la sienne propre : De Gaulle au soir de sa vie est devenu maoïste... En un tel moment, prétendre abandonner l'Absolu pour rappeler quelques vérités historiques confine au sacrilège. La Parole fait place à l'Adoration. Au Remord aussi et à la réparation : Car ses fils furent indignes. N'est-ce pas eux après tout qui renvoyèrent le Père à sa méditation solitaire ? Notre Dame et Colombey ont permis enfin cette gigantesque confession : Pardon mon Général pour notre ingratitude. Pardon d'avoir été si petits alors que vous nous aviez voulu si grands. Faites désormais que nous soyons dignes de votre mémoire...

Le peuple dépossédé

Car De Gaulle vivant était un phénomène politique. Mort, il a accédé au stade religieux. Et la religion, du moins celle-là, ne se discute pas. Vous vous prosternez ou vous êtes impies. « Politique-Hebdo » l'a appris à ses dépens puisque pour avoir rappelé l'échec politique du Gaullisme, ce journal a vu tout-à-coup certains de ses lecteurs résilier leur abonnement. De Gaulle avait refusé les décorations décernées à titre posthume. Mais il n'avait pas prévu France-Soir et France-Dimanche !

Ce qui s'est passé pourtant pendant ces trois jours, de la mort aux obsèques, doit faire réfléchir les militants révolutionnaires. Sur deux points :

— D'abord sur l'extraordinaire facilité avec laquelle un peuple, et pas seulement ceux qui le manipulent, mais aussi ses forces réelles, les travailleurs, acceptent d'être ainsi dépossédés de leur rôle historique. De Gaulle est devenu sujet

de l'Histoire et aucune voix ne s'est réellement élevée dans la classe ouvrière pour le contester. Car la force de l'idéologie dominante est telle, qu'elle est reprise par les hommes mêmes qui furent les ennemis du système social dont De Gaulle fut le garant. Et ceci doit nous rappeler que l'acceptation de la dépendance est plus forte, et plus dangereuse que nous le pensons.

Résistance nationale et nationalisme

— Ensuite, et ce n'est pas contradictoire, la mort de De Gaulle nous a montré qu'on ne pouvait réduire l'Histoire à celle des rapports de production. De Gaulle fut plus que l'Homme du « Grand Capital ». Ce que nombre de travailleurs ont vu en lui c'est le symbole de la résistance au fascisme et Mao-Tsé-Toung n'aurait sans doute pas envoyé ses couronnes s'il n'avait pas reconnu là un fait essentiel. Il est impossible de ne pas voir que si le mythe du Personnage trouve un tel terrain pour se déployer c'est parce qu'au-delà de l'homme c'est le phénomène complexe de la Résistance nationale qui demeure. Phénomène complexe puisque toute lutte de Libération nationale peut se transformer en un nationalisme des plus réactionnaires, comme en moteur de transformation sociale. De Gaulle fut la fierté posthume d'une France, qui pour l'essentiel était restée pétainiste.

L'interprétation communiste de la Résistance, celle des vrais patriotes du F.T.P. faisant ensuite leur jonction avec De Gaulle n'est pas plus satisfaisante que celle des gaullistes eux-mêmes faisant de leur chef un instrument du Destin. Le P.C.F. en 1940 n'a pas été seulement Staliniens et de ce fait partie prenante des revirements de la stratégie internationale de l'U.R.S.S. Plus simplement il a été fidèle à un type d'analyse marxiste qui n'avait pas pris réellement en considération le problème du fait national. Car celui-ci n'existe pas seulement quand il est potentiellement révolutionnaire comme cela aurait pu être le cas en 1944 et comme cela ne pouvait être en 1918. Et à l'inverse il est toujours aussi phénomène idéologique, c'est-à-dire qu'il sert à masquer les rapports de production en reléguant derrière

l'unanimité d'un pays la persistance de la lutte de classes qui existe au niveau international.

Plus que de l'intoxication ...

Ne nous pressons donc pas de dire que tout fut mystification dans ce qu'éprouvèrent à la mort de De Gaulle nombre de ceux qui furent ses ennemis politiques. Notre dénonciation de la falsification historique incroyable par laquelle la bourgeoisie a utilisé la mort de celui qu'elle avait rejeté pour avoir mal servi ses intérêts en fin de règne, ne doit pas nous faire oublier l'échec relatif du mouvement ouvrier incapable d'avoir prouvé dans les faits qu'il était lui, le moteur réel de la lutte sociale et de

la résistance à l'occupant. De Gaulle est un mythe, mais comme tous les mythes il a trouvé un terrain réel pour instaurer sa déformation de l'histoire.

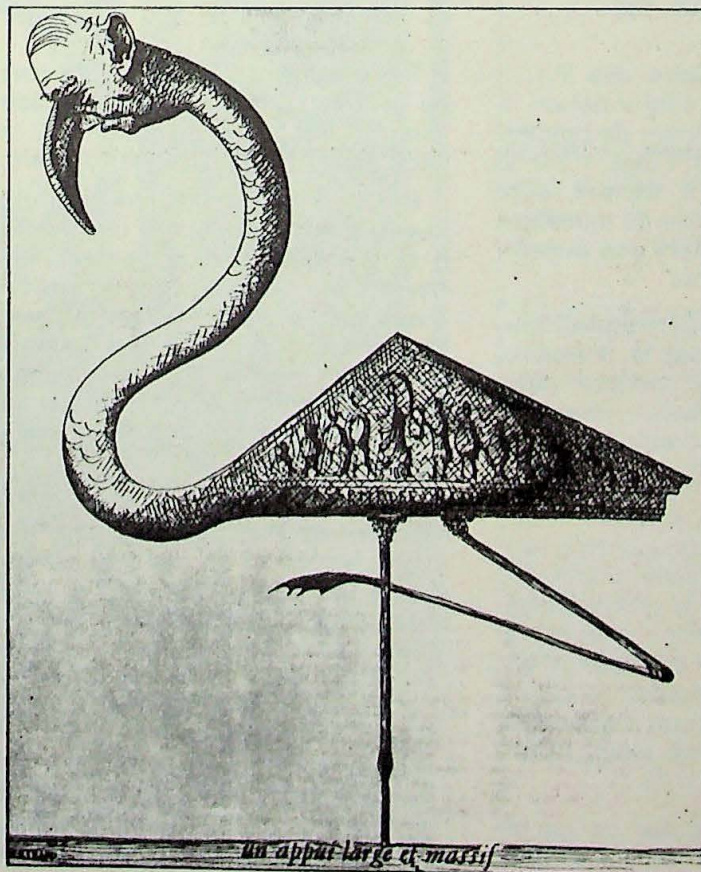
Car dans cette foule populaire (car elle le fut), qui suivait les obsèques de Colombey il y avait plus que de l'intoxication. Il y avait sans doute aussi pour tous ces hommes le sentiment que la Résistance au fascisme aurait pu donner au pays un avenir à sa mesure. Non pas cette France néo-capitaliste dont Pompidou est aujourd'hui le médiocre symbole. Mais un pays totalement transformé dans ses structures sociales sur la base de ce qui était en train de naître entre 1940 et 1945. Et c'est parce qu'il fut tout à la fois l'un des hommes de la Résistance et le serviteur du capitalisme français que De Gaulle avec ses ambiguïtés est devenu à sa mort un ennemi respectable. □

Tribune socialiste

N° 379 / 18 JUILLET 1968 / PRIX 1 F



HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Prague :

les
" 2000 mots "

Document exclusif

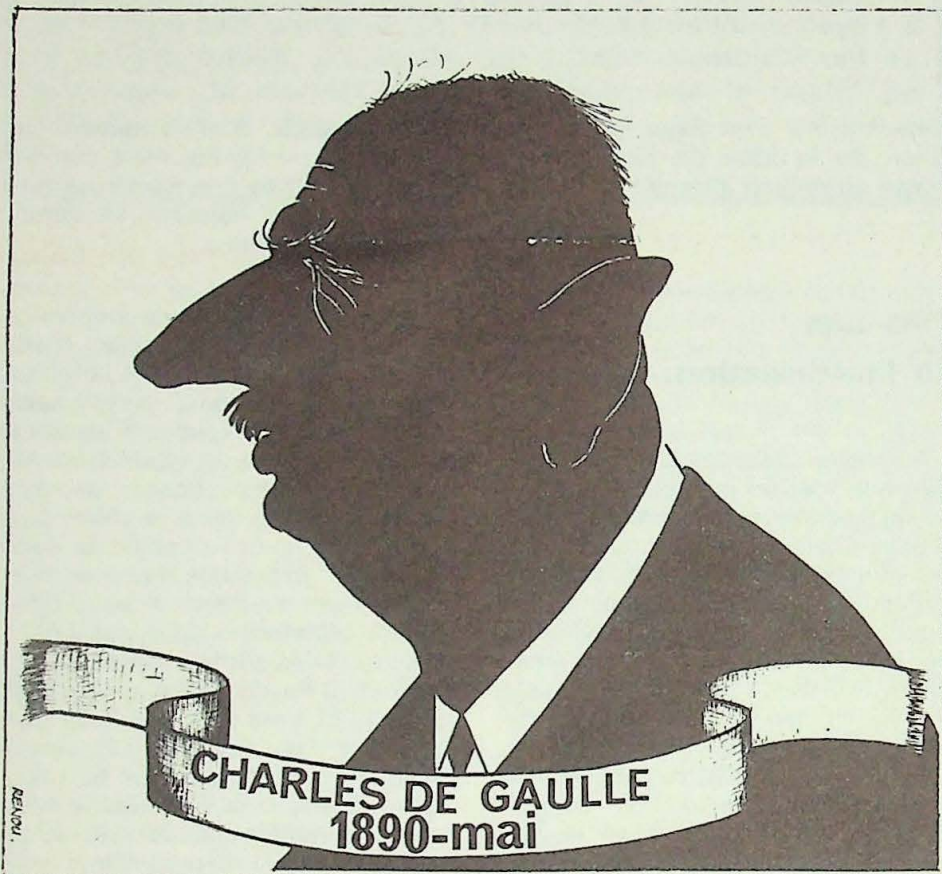
Premier bilan
Marc Heurgon

Vécu dans les
entreprises

Les crimes US
au Vietnam

Pouvoir des
journalistes
Claude Glayman

De La Plata
à El Teniente
Claude Roire



Détruire l'Etat

Jean Verger

Yves Guena, ministre des P.T.T. en Mai 68, puis de l'Information à partir du 1^{er} juin 68, vient de publier un livre « maintenir l'Etat » où il raconte comment, à travers son expérience personnelle de ministre, fut sauvé l'Etat pendant ces événements révolutionnaires.

De la nombreuse littérature consacrée à Mai 68, c'est la première fois que paraît une analyse psychologique, politique, tactique, d'une crise révolutionnaire sans précédent, vue de l'intérieur.

Mieux que toute analyse marxiste, ce livre extraordinaire de candeur démontre sans contestation possible, que le pouvoir en mai 68 était à cueillir ; dès le 13 mai 68 Yves Guena explique à un collaborateur de Pompidou : « C'est une insurrection » ; cette phrase sera le titre du deuxième chapitre de son livre.

On peut se demander ce qui a poussé un « petit » ministre des

P.T.T. à écrire un tel livre : la part de la vanité n'est évidemment pas exclue ; raconter ce que l'on a vécu comme ministre est tentant.

Et notre petit ministre n'a pu résister à la tentation de léguer à la postérité non seulement ses révélations intéressantes, mais aussi son style ampoulé, prétentieux, et des formules « pompier » du genre : « puisque nous n'avons pu remporter Austerlitz, nous allons donc mener une guerre de positions » (1).

Mais ce que nous devons comprendre surtout, c'est qu'un ministre « petit », en période « normale » peut prendre une grande importance en période de crise révolutionnaire : Yves Guena, obscur haut fonctionnaire devenait en Mai 68 l'homme clé de la situation : sans télécommunications, sans radios, sans postes, le ministère de l'Intérieur, les préfectures, tout l'appareil de répression se réduisait à des états-majors prisonniers

des événements, isolés, coupés de leurs troupes, entièrement paralysés.

Yves Guena est donc devenu en Mai 68 un homme important, et il veut que tout le monde le sache, son livre est un témoignage d'auto-satisfaction, et tant pis pour l'appareil d'Etat si le mouvement révolutionnaire y découvre un certain nombre de faits qui pourront servir à la prochaine occasion !

La décomposition de l'Etat en mai 68

Au cœur du ministère des P.T.T. on assiste, de l'intérieur, à la décomposition de l'Etat et en particulier aux difficultés qui naissent au sein des forces de répression : « les forces de police n'étaient pas assez nombreuses pour assurer la garde de tous les locaux (des P. et T.) évacués. Un bureau de poste pris le matin retombait le soir entre les mains des comités de grève et nous devions le reprendre le lendemain. »

Pour faire pression sur les grévistes fonctionnaires, il était tentant de ne pas payer les traitements : le ministère des armées insista pour que la solde des troupes soit assurée « il n'était pas question de mettre les gendarmes dans le cas de refuser de marcher. » Le 22 mai « la police donnait de nouvelles marques d'hésitation ; les dirigeants de l'union interfédérale des syndicats de la préfecture de police et de la sûreté nationale déclaraient dans un communiqué qu'ils « comprennent parfaitement les mobiles qui animent les salariés en grève et déplorent que la loi du 28 septembre 1948 leur interdise de participer dans les mêmes formes au mouvement revendicatif actuel. »

La nuit du 24 mai 68 (manifestation de la gare de Lyon) apparaît au gouvernement comme un paroxysme : « les grenades lacrymogènes commençaient à manquer, et la police dut à plusieurs reprises se dégager en lançant des grenades offensives. »

Yves Guena ne se demande pas ce qui serait arrivé si les manifestants du 24 mai, sans armes, avaient

La culture sous la V^e République

Gilles Sandier, dans son livre « Théâtre et Combat » brosse avec mordant et fougue un bilan de la culture sous la V^e République. Nous publions ici un court extrait particulièrement éloquent de ce livre publié chez Stock :

« ... Le régime du 13 Mai, la République issue du coup d'Etat militaire inaugurerait pour la bourgeoisie un règne, une ère absolue qu'elle n'avait pas connue depuis le second Empire. Et à cet égard, d'un siècle à l'autre, les deux décennies soixante se répondent étrangement. A un siècle de distance, la bourgeoisie retrouvait, avec le même dynamisme vorace, la même impunité. Finies les grandes peurs que, sous les autres républiques, tels ministres assez outrecuidants pour lui résister un moment, pouvaient passagèrement lui infliger. Fini le risque, pourtant modeste, des Blum et des Mendès-France. Rien ne pouvait plus contenir ni freiner un pouvoir que le patronat exerçait désormais sans limite, et directement, au gré de ses seuls intérêts. On vit dès lors cette bourgeoisie insolente manœuvrer un vieux monarque désuet qui avait cru se servir d'elle, et dont elle usa comme d'un piège à capter une nation bernée, par la mascarade de grandeur (...) La dégradation civique et morale d'un peuple avili de main de maître restera, devant l'Histoire, le crime de ce règne et de l'homme qui prétendit incarner la nation quand il n'était, insolent et pitoyable, que l'instrument d'une classe. Avilie sous la double domination du « Père » et d'une idéologie bourgeoise habile à mettre en œuvre son triomphe en imposant l'idolâtrie de la consommation, la nation s'est couchée. La bourgeoisie, comme la gangrène, avait mis le pourrissement partout, jusque dans la conscience des pauvres. Voilà le régime qui magnifia la Culture et lui construisit des Maisons. »

Ce livre passionnant est en vente à la Librairie de T.S. (29 F).

poussé l'audace jusqu'à occuper les commissariats dégarnis et commencé à s'armer.

La nuit du 24 mai 68, où les manifestants, par dizaines de milliers avaient reflué de la rive droite au Quartier Latin, ne s'est somme toute pas terminée par l'insurrection armée ; cependant le ministre de l'Intérieur « brossa calmement (le lendemain) un sombre tableau de la situation après la nuit difficile qu'il venait de connaître. »

L'attitude des syndicats et les conclusions du pouvoir

Yves Guena nous donne aussi quelques indications précieuses sur l'encouragement indirect que le pouvoir recueille de l'attitude des syndicats : le secrétaire de la fédération C.G.T. des postiers proteste mollement, dans un communiqué, contre l'occupation par la police des locaux, « c'était tout », constate Guena qui, très soulagé sans aucun doute, conclut : « je savais désormais jusqu'où je pouvais aller. »

Le samedi 25 commencent les négociations de Grenelle. Le lundi 27, Guena entend à la radio les ouvriers de Renault dire non à Séguy et aux accords de Grenelle : « Était-ce une réaction de la base ? », se demande Guena abasourdi, car « nous avons vu cent fois la C.G.T. imposer la fin d'une grève. Était-ce une décision délibérée du parti communiste ? », et Guena feint de ne pas comprendre que le P.C.F. et la C.G.T. étaient à leur tour débordés par la masse des travailleurs, qui sentaient bien que tout était possible, et notamment d'aller jusqu'au bout.

Même les syndicalistes lèche-bottes habituels comme ce Mourguez « grand patron du syndicat Force Ouvrière des P.T.T. » ne veulent pas se mouiller pour arrêter la grève : « Il voulut bien convenir de tout ce que je lui représentais, mais il ne pouvait rien faire de lui-même. »

La première occupation des locaux par la police eut lieu le samedi 18 mai. Il s'agissait des locaux du bureau central radio-électrique, rue de la Banque, où travaillent en plusieurs équipes un millier de fonctionnaires. Yves Guena décide avec, semble-t-il, beaucoup d'appréhension, l'occupation des locaux : « Les dirigeants syndicaux alertés téléphonaient à mon cabinet. Sentant notre détermination, ils s'inclinèrent. »

En période de crise révolutionnaire, les syndicats ne peuvent jouer le rôle d'avant-garde, et certains d'entre eux sont tentés de jouer non seulement leur rôle habituel d'« interlocuteurs » ou de « partenaires » mais aussi un véritable rôle de briseurs d'un mouvement qui leur échappe totalement.

Quelques leçons

Si nous savons comprendre tactiquement le livre de Guena, les conclusions suivantes doivent s'imposer à nous.

● **Sur la caractérisation de Mai 68** : la révolution était commencée avec une avant-garde réelle, mais fragile, qui n'a pas su dès le début s'imposer et se reconnaître comme la direction révolutionnaire ; l'opposition aux premières mesures d'évacuation des locaux tenus par les fonctionnaires devait être une des premières mesures d'action de front contre le pouvoir et son appareil de répression.

● **Sur la période de plus grande faiblesse du pouvoir** : deux sommets de la vague apparaissent nettement ; l'un est constitué par la nuit du 24 mai, caractérisée par un véritable flottement des forces de répression. Le reflux des manifestants de la rive droite à la rive gauche, c'est-à-dire dans le ghetto du Quartier Latin, constitua une faute tactique grave ; l'autre est constitué, le lundi 27 mai, par le refus des ouvriers de chez Renault. La non-participation de l'U.N.E.F. et du mouvement révolutionnaire à la manifestation de la C.G.T. du 29 mai, permit la première coupure au sein du mouvement ouvrier et favorisa d'une part l'opération de reprise en main du P.C.F. et de la C.G.T. sur ses troupes, et d'autre

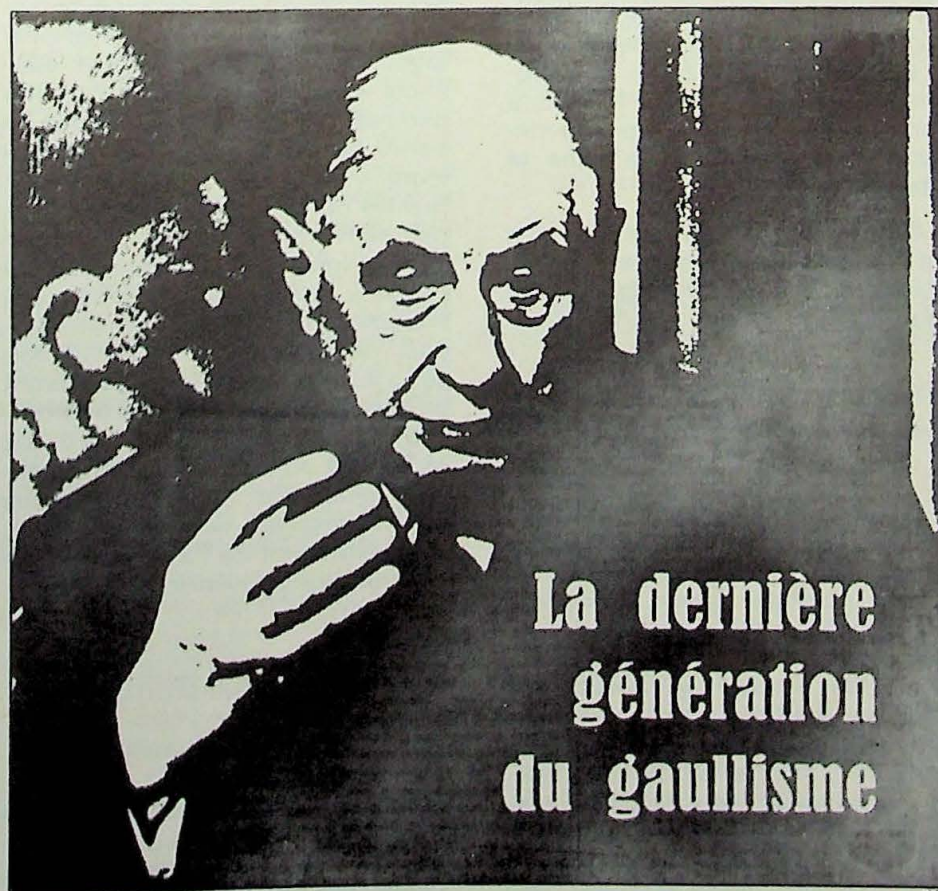
part l'opération bluff gaulliste de la manifestation sur les Champs-Élysées rendue possible par l'éclatement public du mouvement de Mai : en d'autres termes, il fallait coûte que coûte empêcher la C.G.T. et le P.C.F. de s'isoler du mouvement avec la volonté de le scinder.

● **Sur la faiblesse du pouvoir d'Etat**. Les travailleurs et, apparemment du moins, certains de leurs dirigeants ont surestimé en Mai 68 les ressources du pouvoir d'Etat.

Avec candeur et naïveté le livre de Guena nous révèle les limites de ses capacités de résistance.

L'Etat hypercentralisé d'aujourd'hui, avec ses multiples services, ses centaines de milliers de fonctionnaires est paralysé par la grève générale ; et celle-ci par la carence du pouvoir, pose immédiatement le problème de l'Etat et de sa destruction : indépendamment des problèmes tactiques que cela soulève, il faut, bien entendu, qu'apparaisse une direction politique, représentant l'alternative immédiate ; n'est-il pas étonnant de constater malgré l'absence de cette direction, comme direction consciente et révolutionnaire, l'extraordinaire vigueur du mouvement de masse en mai-juin 68 ? Yves Guena n'en est pas encore revenu, et il est tout aisé d'avoir pu « maintenir l'Etat ». Pour combien de temps ? □

tribune
socialiste



Toutes les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Un tournant décisif

Marc Echeverry

Dans ce climat, la grève nationale du 3 novembre, largement suivie dans les centres industriels et universitaires à l'appel des Commissions Ouvrières marque un tournant important, et met en lumière de nouveaux aspects de la situation espagnole.

L'été chaud de 1970

Cette année, malgré l'illégalité de la grève, les conflits se sont multipliés, mobilisant des dizaines de milliers de travailleurs aux Asturies, à Pampelune, à Saragosse, en Catalogne, à Madrid, à Jerez — parmi les viticulteurs, dans les transports, les chantiers navals, le bâtiment, la métallurgie, etc. Pendant l'été ces mouvements de grève n'ont pas connu de répit : avant les événements de Grenade qui ont déclenché des manifestations de solidarité un peu partout, le gouvernement avait dû réagir brutalement pour stopper la grève du métro de Madrid, la première depuis trente ans, en ordonnant la réquisition militaire de tous les grévistes. Cette grève succédait à celle des autobus : conflits dangereux pour le régime, car propres à frapper l'imagination des classes moyennes. Début septembre, l'Entreprise Nationale HUNOSA déclarait le « lock-out » dans le bassin houiller des Asturies pour mettre un terme à l'agitation permanente qui régnait dans les mines depuis le début de l'année. Enfin, le 7 septembre, se déclenchait à Madrid, à l'appel des Commissions Ouvrières, une grève générale dans le bâtiment.

Depuis il n'est pas de jour qui ne voit des conflits localisés, généralement durs, se développer dans tout le pays.

Une nouvelle génération ouvrière

C'est que la lutte de classes, que le régime avait prétendu supprimer par décret, reprend ses droits. La classe ouvrière livrera désormais ses batailles au cœur même du système : sur les lieux de production. Une nouvelle génération de militants ouvriers a fait son apparition. Le Parti Communiste (1) a compris l'importance du phénomène : il abandonnera plus tard son O.S.O. (Organisation Syndicale Ouvrière) de faible influence en milieu ouvrier, et fera rentrer ses

militants dans les organisations de masse (Commissions, Comités). Le renouveau des luttes revendicatrices confirme le déclin des socialistes et des anarchistes de l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs) et de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail). Entre-temps l'opération A.S.O., cheval de Troie du syndicalisme réformiste, échoue.

Le monde ouvrier est devenu l'objet de toutes les sollicitations : l'Eglise, « encouragée » par l'Etat, fonde des organisations d'apostolat à base ouvrière : H.O.A.C., J.O.C., V.O. Il s'agit de créer une pépinière de futurs syndicalistes « jaunes » qui auront un jour pour tâche d'encadrer la classe ouvrière lorsque les syndicats verticaux seront devenus trop voyants ou trop inefficaces. La dynamique de la lutte de classes en décidera autrement : nombreux sont les jeunes travailleurs qui, après avoir utilisé cette base légale, s'en détacheront pour militer dans les organisations de classe ou, parfois même, pour fonder leurs propres organisations. U.S.O. (Union Syndicale Ouvrière) et A.S.T. (Action Syndicale des Travailleurs), récemment devenues l'O.R.T. (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) sont sans doute les plus représentatives de cette nouvelle génération de militants. La phrase de Lénine, « nous estimons que seuls les événements dont la classe ouvrière est le protagoniste sont profondément éducatifs », illustre parfaitement cette période, qui se prolonge encore en partie de nos jours, où les travailleurs — privés de leurs dirigeants, fusillés ou condamnés à l'exil, coupés de leurs organisations de classe ou ignorant tout des actions de leurs aînés — ont dû refaire péniblement l'apprentissage des formes de lutte les plus élémentaires... Jusqu'au jour où ils forgeront un instrument de lutte qui surprendra le régime et le patronat et les obligera à brandir contre cette nouvelle génération, le vieil arsenal des lois répressives de l'après-guerre. Cet instrument de lutte ce sont les Commissions Ouvrières.

Les Commissions Ouvrières

Les Commissions Ouvrières ont fait leur apparition au pays basque et aux Asturies lors de la grande vague de grèves de l'année 1962.

La classe ouvrière a enfin découvert un instrument de lutte efficace et représentatif dans lequel les travailleurs, unis sans distinction d'idéologie, peuvent élaborer eux-mêmes leurs plate-formes de lutte.

Au début ces Commissions, formées des travailleurs les plus combattifs et les plus représentatifs, se formeront spontanément pour disparaître au rythme des luttes partielles. Dans la phase de consolidation qui s'en suivra les Commissions Ouvrières étendront leur influence et leur implantation à toute la Péninsule. Elles affirmeront bientôt, au-delà des revendications immédiates, leur but prioritaire : la liquidation du syndicat vertical et la création d'un syndicat de classe, unitaire et démocratique.

Surprises par l'ampleur du phénomène, les autorités réagiront avec du retard. Certains secteurs « évolutionnistes » du patronat et même des personnalités proches du pouvoir iront jusqu'à reconnaître « cette réalité naturelle et spontanée de la société espagnole » et réclameront « son intégration dans la plus rigoureuse des légalités ». La participation aux élections syndicales de 1966, dans une situation de clandestinité « à ciel ouvert », permettra aux Commissions Ouvrières d'étendre leur influence et de mobiliser, dans des actions de masse, de larges fractions de la classe ouvrière, en janvier, mai et octobre 1967 et 1968. Le régime réagira brutalement : les Commissions Ouvrières sont déclarées subversives, un vieux décret — la loi de banditisme et terrorisme — est exhumé, l'Etat d'exception décrété à deux reprises. Enfin, on licencie et on emprisonne systématiquement les délégués des Commissions et les militants syndicaux. Pendant ce temps le Tribunal d'Ordre Public multiplie procès et condamnations.

La crise politique est ouverte

Il y a deux mois ; la police essaye d'arrêter tous les dirigeants des Commissions Ouvrières réunis à Madrid. Mais le piège est déjoué. La réponse est venue massive le 3 novembre.

Le régime se débat avec des difficultés croissantes : agitation ouvrière et universitaire, luttes et intrigues des clans du régime autour



de la succession du Caudillo, problèmes d'ordre économique.

L'origine de cette crise remonte à 1950, date de l'arrivée au pouvoir des « technocrates » de l'Opus Dei. En 1950, l'Œuvre fondée aux alentours des années 30 par Mgr Escrivá de Balaguer, va se trouver pratiquement installée, au terme d'une fantastique course au pouvoir, aux postes-clé du gouvernement. Elle aura pour mission d'incarner et d'appliquer la nouvelle idéologie que l'oligarchie bancaire et industrielle souhaite voir imposer au pays : le mythe du « desarrollo », du développement économique, dispensateur miraculeux de bienfaits matériels et « sociaux ». Ainsi le Plan sera baptisé : « Plan de développement économique et social ».

Pour arriver à réaliser ses plans l'Opus Dei doit s'assurer le contrôle de l'appareil de l'Etat. Au besoin en écartant des rivaux gênants. En 1969, la nomination, préparée par Carrero Blanco — éminence grise du régime et personnalité proche de l'Opus — du prince Juan Carlos comme héritier du Caudillo, précède le remaniement ministériel du mois d'octobre qui porte au pouvoir une équipe homogène formée, à une exception près, par des hommes de l'Opus. Pour parachever le tout, Solís Ruiz, ministre du Mouvement et chef des syndicats verticaux, est limogé, confirmant ainsi le déclin de la Phalange...

Un an après, tout semblait remis en question par le grave scandale politique et financier de Matesa dans lequel se trouvaient compromis des hauts dignitaires du régime, anciens ministres et membres

du cabinet actuel, appartenant tous à l'Opus Dei. Les adversaires de l'Opus obtenaient que la Cour suprême soit saisie du dossier de Matesa et que des poursuites soient engagées contre trois anciens ministres. Allaient-ils réussir à prendre leur revanche ? Cela semblait peu probable malgré l'ampleur du scandale. C'était oublier que l'Opus représente le secteur le plus dynamique de l'oligarchie au pouvoir, que ses attaches avec le capitalisme international et, particulièrement, avec les milieux financiers et politiques des Etats-Unis, le rendent à peu près invulnérable. Qu'en outre ses hommes au pouvoir, et particulièrement Lopez Bravo, ministre des Affaires étrangères, ont réussi en peu de temps plusieurs percées diplomatiques importantes : nouvel accord de coopération militaire avec les Etats-Unis, accord préférentiel avec les pays du Marché commun, enfin politique audacieuse en direction du Kremlin et des pays de l'Est, ouvrant ainsi de nouveaux et indispensables marchés à l'industrie nationale. Dans ces conditions, l'élimination de l'Opus Dei au bénéfice des groupes déclinants (Phalange, monarchistes) ou insuffisamment « hégémoniques » (« propagandistes » de la démocratie chrétienne) devenait improbable.

La situation économique restait en même temps un sujet de préoccupation grave pour le gouvernement : le nombre de faillites a doublé ces derniers mois. Le déficit de la balance commerciale avait atteint 1,12 milliard de dollars pendant le premier semestre de cette année, les prix continuant à grimper. Les effets des restrictions de crédits et de l'inflation, prédi-

saient les experts, devraient atteindre leur point culminant au mois d'octobre.

Les bases de ce que l'on a appelé, bien imprudemment le « miracle espagnol » restent bien fragiles.

D'autant plus que l'une des régions industrielles les plus importantes de l'Espagne, le Pays Basque, est celle qui voit se développer une action particulièrement intense.

Du nationalisme au socialisme

L'évolution vers le socialisme du mouvement nationaliste basque constitue, en effet, un phénomène de poids.

L'E.T.A. (Euzkadi ta askatasuna-Euzkadi pour sa liberté), est issu d'une scission au sein du vieux parti nationaliste basque, de tendance démo-chrétienne. A l'origine, la critique se situe au niveau des luttes à mener. Ce qui est reproché aux dirigeants du P.N.B. et du gouvernement basque en exil qu'ils contrôlent, c'est leur mollesse dans la lutte.

Mais très rapidement la réflexion politique s'approfondit, et aujourd'hui tous les courants de l'organisation se réclament du socialisme. Dans le même temps E.T.A. pénètre tous les milieux et acquiert une base ouvrière très importante.

Se situant à la gauche du Parti Communiste d'Euzkadi (organisation autonome du Parti Communiste Espagnol), il a obligé celui-là à changer un certain nombre de ses positions et à acquérir une certaine indépendance par rapport à l'appareil central.

C'est donc une situation très particulière qui existe en Pays Basque comme en témoigne la répression qui s'abat sur les militants d'E.T.A.

L'avenir des forces ouvrières

Mais pour en revenir au plan général de l'Espagne même si un long chemin a été parcouru, il reste au mouvement ouvrier de ce pays à trouver les structures, la stratégie, les formes d'action et d'organisation capables d'entraîner les classes populaires du pays dans la lutte pour une alternative de type socialiste.

De ce point de vue le Parti Communiste Espagnol pose de sérieux problèmes.

D'une part parmi les organisations actuelles, et parmi les organisations d'avant-guerre, le P.C.E. est le seul à avoir conservé, même s'il subit actuellement le contre-coup de la crise du mouvement communiste international, une au-

dience et une implantation réelle à l'échelon national. Son choix tactique d'appuyer et de favoriser la création et la consolidation des Commissions Ouvrières a été déterminant pour son propre rayonnement mais également pour le développement du mouvement de masses.

Mais d'autre part, le P.C.E. a fait depuis longtemps des choix stratégiques et tactiques qui risquent, s'ils ne se modifient pas sous la pression des nouvelles générations de militants révolutionnaires, d'être lourds de conséquences pour l'avenir du mouvement ouvrier. En effet, le « pacte pour la liberté » qu'il propose aux forces de l'opposition bourgeoise ne peut que démobiliiser et obscurcir la conscience de classe des travailleurs, ne peut que les placer dans une situation d'infériorité vis-à-vis de leurs ennemis de classe : la haute bourgeoisie industrielle, les groupes de pression censés accepter leur liquidation dans le cadre de l'Etat démocratique-bourgeois qui succéderait au franquisme.

C'est pourtant cette orientation qui vient d'être réaffirmée avec éclat par Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E. dans l'interview qu'il vient de donner au « Monde ».

Cette politique du P.C.E. est évidemment contestée : par les groupes qui se réclament du maoïsme (dont l'activité est trop souvent centralisée sur la lutte anti-parti) par les autres organisations « classiques », peu présentes dans les luttes réelles du pays, par les nouvelles organisations syndicales, telles l'U.S.O. ou par l'O.R.T. qui, malgré ses divergences idéologiques profondes avec le P.C.E., considère que l'unité au sein des Organisations de Classe (Commissions, Comités) doit être, à l'heure actuelle, maintenue à tout prix tout en menant une lutte idéologique intense contre le réformisme et contre le danger de bureaucratisation qui les menace.

La vocation des organisations de classe, affirme l'O.R.T., n'est pas de dégénérer en un syndicalisme légal et de devenir ainsi une simple alternative tactique au syndicalisme vertical. La lutte syndicale au sein des organisations de classe n'est qu'un aspect de la lutte globale de la classe ouvrière qui, sous l'impulsion d'une avant-garde révolutionnaire, doit tendre vers la révolution socialiste.

Le mouvement ouvrier espagnol se trouve à un tournant décisif ; il devra très vite choisir entre la lutte pour une alternative « démocratique » au franquisme et la lutte contre le système capitaliste tout entier (et non pas seulement contre son instrument de domination politique actuel). □

(1) Nous consacrerons prochainement un article à la crise très sérieuse qu'il traverse actuellement.

L'impérialisme omniprésent

Remy Grillault

La Cité internationale Universitaire de Paris n'est pas cet îlot que les autorités, soucieuses de la maintenir imperméable aux luttes étudiantes et ouvrières, voudraient voir dans le monde universitaire. Derrière un libéralisme de plus en plus teinté de répression, derrière la volonté de manifester un esprit ouvert à toutes les idées, on aperçoit la trique de M. Marcellin. La cité universitaire, c'est un vaste parc sur lequel sont élevés trente-six pavillons où logent six mille étudiants. Ces trente-six pavillons sont ou bien rattachés directement à l'Université de Paris, ou bien à des pays qui ont acquis ces maisons pour y loger leurs étudiants. C'est dire que contrairement aux autres cités universitaires, il n'existe pas un seul organe qui gère les pavillons, mais que chaque pavillon a son propre conseil d'administration.

La cité universitaire, c'est aussi mille travailleurs, employés à l'entretien des maisons, aux trois restaurants universitaires, aux services techniques, à l'administration.

Cette absence d'unité des pavillons contrôlés par les ambassades, en général par l'intermédiaire des conseils d'administration dans lesquels elles sont majoritaires, permet de favoriser les pratiques réactionnaires de l'administration centrale qui se décharge de toutes responsabilités lorsque les gouvernements interviennent pour faire régner l'ordre dans leur pavillon. A la cité internationale, les cas de répression se multiplient : Hamid Berrada, ancien président de l'Union nationale des Etudiants marocains, condamné à mort au Maroc est menacé d'expulsion l'an dernier lors de la visite d'Hassan II à Paris ; Ali El Madjouli, étudiant marocain est expulsé de France pour avoir travaillé à l'alphabétisation dans les bidonvilles ; un étudiant mexicain résident du pavillon portugais reçoit une lettre d'expulsion pour avoir organisé une réunion sur l'impérialisme portugais avec Pierre Jalée ; la Secrétaire de la Maison du Maroc est, au mois de juin, licenciée pour avoir fait une grève de la faim avec les étudiants, dans la lutte contre les menaces de fermeture ; le directeur de la Maison du Maroc, François Della Sudda se voit « remercié » pour avoir refusé de baisser les salaires et d'amener le drapeau palestinien qui flotte sur la Maison du Maroc, centre à Paris de l'Aide à la République Palestinienne, aux pavillons du Portugal, du Brésil où pendant les vacances une ving-

taine d'élèves-officiers sont venus séjourner, au pavillon de l'Argentine, il n'existe aucune liberté d'expression syndicale ou politique ; au pavillon du Cambodge, les étudiants membres du Front uni national Kambudgea sont agressés sauvagement par une clique à la solde de Lon Nol et Sirik Matak sous les yeux bienveillants du directeur Essaro — frère de Sirik Matak ; au pavillon d'Afrique le directeur fait régner la terreur policière ; enfin le pavillon d'Espagne est toujours fermé... depuis avril 1968 par décision du gouvernement de Franco.

Il faut être clair, André Honorat, qui fonda cette cité, la définissait comme un lieu de coopération et de rencontre des Universitaires de tous les pays. Que cachent ces mots ? La réponse est simple, il suffit de regarder la cité. L'idéologie « Honorat » tend à ignorer les conflits de classe qui, fait miraculeux — s'arrêteraient aux portes de la cité qui deviendrait ainsi un îlot de paix et de « coopération » internationale. Coopération internationale ! Comme si c'était possible entre peuples oppresseurs et peuples dominés ! Comme si on pouvait plaquer des mots d'ordre égalitaires sur une réalité qui ne l'est pas. En fait, malgré la volonté de l'Administration de masquer ces conflits, la lutte des résidents les fait éclater au grand jour et montre la vérité toute nue.

L'Administration veut oublier le féodalisme du régime d'Hassan II. Elle essaie de faire coopérer les futurs cadres marocains avec les cadres français... Cela crée des habitudes de travailler ensemble ; cela facilitera plus tard les contrats commerciaux entre la France et le Maroc. Mais la lutte des résidents contre la fermeture de la Maison — décision prise par le gouvernement français (par administration interposée) pour détruire un lieu de rencontre des progressistes marocains — a montré la solidarité effective des deux régimes contre le mouvement révolutionnaire, et a donc fait éclater le caractère réactionnaire de cette coopération.

L'administration ignore le conflit indo-chinois, il ne peut avoir de répercussion sur la cité. Mais les affrontements entre les fantoches à la solde du régime Lon Nol et les résidents qui soutiennent le F.U.N.K. montrent que le conflit passe dans la cité. L'administration, elle, n'y voit que des bagarres entre « petits garçons » et se refuse à choisir entre le directeur actuel (à

la solde de Lon Nol) et celui proposé par le F.U.N.K. Cela regarde le ministère des Affaires étrangères dit-elle. Elle admet ainsi que la fonction d'administrateur n'est pas neutre, mais qu'elle s'inscrit dans le système en place.

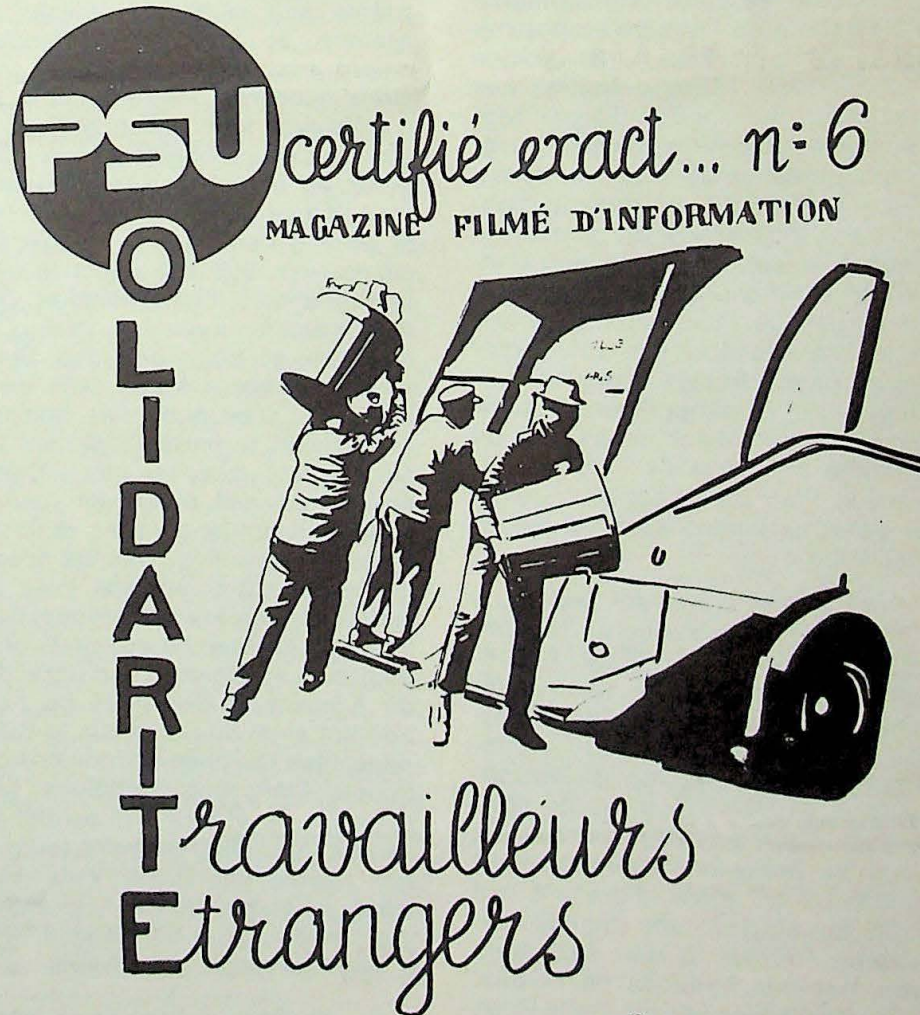
L'administration ne fait pas de différence entre les différents régimes politiques : il n'y a que des « administrations » qui exécutent leur fonction avec conscience ». Mais la lutte des résidents et du personnel du pavillon du Portugal pour l'obtention des libertés politiques et syndicales, et contre l'exclusion des militants de la maison, montre à tous le caractère fasciste de certaines administrations. L'administration ne sait pas pourquoi tous les régimes fascistes sont représentés dans la Cité (Brésil, Portugal, Grèce, Argentine...) et aucun pavillon de pays socialistes ! Elle ne sait pas pourquoi le pavillon de Cuba s'est vidé des Cubains après la révolution castriste.

L'administration ignore les problèmes politiques, elle veut les réduire à des problèmes techniques. Elle tend la main aux résidents pour qu'ils cogèrent avec elle cette cité internationale. Mais les luttes de masse des résidents contre la répression qui s'est abattue contre les militants progressistes

(Berrada, Majdjouli...) ont montré qu'il était impossible de gérer cette cité avec l'administration pendant que la police emprisonnait nos camarades.

En fait, Honorat, malgré ses discours sur « la coopération internationale » savait très bien qu'elle était impossible entre peuples opprimés et peuples oppresseurs, surtout à l'époque de la création de la cité, époque du colonialisme conquérant. Il savait très bien que seule la coopération entre les classes dirigeantes des différents pays était possible. Car seules les élites des différentes nations ont des intérêts communs contre les peuples qu'elles exploitent. C'est pourquoi, les critères d'admission dans cette cité sont avant tout basés sur l'élitisme. C'est pourquoi, on y trouve beaucoup d'étudiants des grandes écoles, des troisièmes cycles de Faculté et jamais d'étudiants de première année ou d'I.U.T.

La cité est donc un lieu de rassemblement de ceux qui seront directement intégrés aux classes au pouvoir. Ceux qui deviendront des cadres techniciens sont minoritaires, et on leur fait croire par le style de vie qu'on leur propose (confort, avantages matériels...) qu'ils ont les mêmes intérêts que les classes dominantes.



Éditions du P.S.U.

PACTE ATLANTIQUE
ET
IMPERIALISME

L'exemplaire : 1,50 F

Par 10 exemplaires minimum : 1,20 F l'exemplaire

EN VENTE à la librairie Tribune Socialiste,
54, bd Garibaldi - PARIS 15^e)

C.C.P. 58 26 65 Paris

Samedi soir
21 novembre
à 21 heures

à la salle des fêtes
de VILLEJUIF

avec.
Manuel BRIDIER

membre du
Bureau national du

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Ainsi la cité internationale par le rassemblement des « élites », par la volonté de gommer les conflits de classe, constitue un puissant moyen d'intégration sociale et d'unification idéologique de la bourgeoisie française et des bourgeoisies nationales à l'échelle mondiale. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait reçu des appuis financiers importants de Rockefeller par exemple.

Les travailleurs de la cité n'échappent pas aux contradictions de la cité, même si au niveau de leurs revendications, ce rôle important que joue la cité dans le maintien et renforcement du système d'exploitation impérialiste est moins visible. Mais le fait que les salaires, les conditions de travail soient très différents selon les pavillons, que certains directeurs fassent appel à des ententes de ménage, que les étudiants réactionnaires de tout pays considèrent le personnel comme leurs propres « domestiques », que les restaurants universitaires

soient interdits au personnel au Prix C.O. P.A.R. est source de liaisons étudiants-travailleurs. La grève qui a été menée il y a quinze jours à la suite de la décision de l'Administration d'abaisser les salaires que le directeur de la Maison du Maroc avait augmentés sur les bénéfices faits pendant les vacances, avait pour but de faire obtenir les revendications du personnel. La combativité des travailleurs, jusqu'à présent jamais aussi puissante manifestait clairement le mécontentement du personnel. Il a fallu que cet élan qui recevait l'appui de la masse des étudiants soit brisé par une série de manœuvres de la C.G.T. qui alla jusqu'à demander au personnel des restaurants universitaires de reprendre le travail, allant à l'encontre de leur vote, de peur que la nourriture ne se gâte, jusqu'à demander au personnel de voter le rattrapage des jours de grève.

Aujourd'hui, l'Administration a nié une vacance de direction à la Maison du Maroc

en déchargeant pour raisons politiques François della Sudda, et de sorte à favoriser le retour d'une direction marocaine choisie par l'Ambassade et le gouvernement chérifien que le Mouvement de Mai et le « gel » (maintenant oublié) des relations entre Paris et Rabat, consécutif à l'enlèvement de Ben Barka avait obligé à abandonner. Les intérêts de la bourgeoisie française et du régime féodal marocain étant maintenant de nouveau communs, les gouvernements cherchent à contrôler la maison qui accueille les progressistes marocains. Mais les étudiants, groupés dans l'Union des Résidents progressistes et le Comité contre le retour de l'Ambassade qui groupe un certain nombre de personnalités (Sartre, Heurgon, Mury, Leclerc, etc.) n'autoriseront pas le retour à la Cité des représentants de ceux qui ont fait assassiner Ben Barka. C'est la condition du succès à venir du mot d'ordre de lutte qu'ils avancent : les Ambassades hors de la Cité. □

été également séquestrés par ce même appareil répressif — le CENIMAR —, transférés dans d'autres prisons et interrogés à nouveau sur les mêmes faits qui avaient déjà fait l'objet d'un interrogatoire au cours de l'instruction de leur procès ;

● Considérant que la haine répressive prend pour cible les familles et amis des prisonniers — des gens qui ne militent pas politiquement mais se voient accusés d'« activités suspectes » pour le seul fait d'avoir montré leur solidarité avec ces familles ;

● Considérant que la torture continue à être pratiquée sur les prisonniers pendant les interrogatoires et qu'elle est même fréquemment pratiquée aujourd'hui dans les maisons de campagne de riches alliés de la dictature ;

● Considérant que les méthodes de torture sont constamment perfectionnées et que les victimes sont torturées avec une cacouche sur la tête afin qu'elles ne puissent reconnaître leurs tortionnaires et qu'elles ne soient pas reconnues elles-mêmes par des personnes qui pourraient éventuellement dénoncer leur disparition ;

● Considérant que les conditions d'incarcération inhumaines sont cautionnées par les commandants d'unités, en contradiction avec les lois de la dictature elles-mêmes ;

● Considérant que les procès sont instruits par les autorités militaires au moyen de procédures grossièrement irrégulières et illégales, — telle la présentation de faux témoins qui sont très souvent des officiers des forces armées, afin d'établir des « preuves » et de faire inmanquablement condamner les accusés ;

Nous décidons de faire la grève de la faim pour protester contre l'actuel état de choses. Nous sommes convaincus que le peuple brésilien comprendra notre geste ; qu'il montrera sa solidarité avec nous en exigeant que soit connu le lieu d'incarcération des prisonniers dont il vient d'être question et qui ont disparu ; qu'il exigera aussi du gouvernement militaire qu'il respecte au moins ses propres lois.

Nous tenons la dictature pour responsable des actes de violences qui ont récemment eu lieu contre nous et contre les camarades disparus.

Bruny Payet : « Est-ce pour cette raison que le docteur David Moreau n'est toujours pas inculpé ? »

Un colonialisme effrené

C'est dire que tout est fait pour étouffer le scandale. Un « scandale » qui s'explique d'abord par le climat colonial qui règne à la Réunion. Une corruption généralisée à tous les échelons y règne, souveraine. L'affaire des avortements à la chaîne et des stérilisations systématiques des femmes pauvres, généralement illettrées (qui rappelle étrangement ce qui se pratique, pour les mêmes raisons, en Inde ou en Bolivie (voir le film « Le Sang du Condor ») n'est qu'un aspect d'une course effrénée aux surprofits. Ainsi, « plus de 680 millions d'anciens francs ont été versés comme subvention pour une expérience de plantation de thé », écrit Bruny Payet, « et... il s'est avéré que des plantations subventionnées pour 2 ou 3 sarclages et 250.000 plants de thé n'avaient jamais existé ! ». « Ce sont ainsi, ajoute-t-il, des centaines de millions chaque année, des milliards d'anciens francs depuis des années qui sont dilapidés et pillés par quelques personnes, tandis que l'île compte 43.000 chômeurs et que 95 % des planteurs sont accablés à la ruine. »

L'île de la Réunion compte 450.000 habitants, 50 gros propriétaires y possèdent, à eux seuls, 41 % des terres cultivables. M. Michel Debré souhaite voir immigrer en France 8.000 jeunes travailleurs par an (« Le Monde », 16-10-70). Contre les intérêts particuliers des colonialistes locaux et les intérêts globaux de l'impérialisme français, un même combat nous unit, de Paris à St-Denis de la Réunion... □

Brésil

Manifeste des prisonniers politiques de l'île des Fleurs

Vu la censure existante, aucun journal brésilien n'a osé divulguer ou faire référence au manifeste qui suit.

Parmi les signataires de ce document figurent quelques leaders étudiants, tel Jean-Marc Van der Weld (président de l'Union Nationale des Etudiants). D'autres noms figurent sur la liste : Nivaldo C. Naximento, Mario Fonseca Neto, Claudio Torres de Mello, José Maria Lopez Chao, Victor Hugo, Ruiz Henrique Perez, Francisco Mendes, Miguel Matista dos Santos, Flavio Monteiro de Mello, Wilson do Maximento Barbosa, Pedro da Silva Guerra, Rodrigo José de Farias Rima... (certaines signatures sont illisibles).

Nous, les prisonniers politiques de l'île des Fleurs, vu les événements récents, faisons la déclaration suivante au peuple et à tous les démocrates :

● Considérant que la dictature ne tient même pas compte de ses propres lois ; que la violence devant les tribunaux à l'encontre des patriotes accusés de délits politiques est flagrante — comme le prouve le procès de l'Action Populaire ;

● Considérant que la dictature n'a pas le courage de reconnaître sa responsabilité quant à ces faits, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur ;

● Considérant que l'appareil de ré-

pression ne respecte pas les décisions judiciaires, comme dans le cas de Marcia Savaget, Marta Maria Klagsbrun, Marijane Vieira Lisboa qui ont été mis en liberté par le tribunal supérieur militaire mais qui, dès leur libération effective, ont été enlevés et séquestrés par le Centre d'Information de la Marine (CENIMAR) qui se rend ainsi coupable d'une véritable action de guerre puisqu'il s'attaque au droit de libre circulation des personnes ;

● Considérant que de tels événements deviennent monnaie courante, car d'autres prisonniers politiques, au moment de leur mise en liberté, ont

La Réunion

Scandale politique et financier

Henri Beley

Parmi les débris de l'ancien empire colonial français, l'île de la Réunion connaît depuis longtemps une assez triste réputation. Des fraudes électorales à la corruption généralisée, la bourgeoisie locale s'est spécialisée dans des « scandales » dont le dernier en date est un « fait divers » qui s'est transformé en scandale financier et politique sans précédent. Il s'agit en l'occurrence d'une série impressionnante d'avortements illicites pratiqués à la chaîne dans une clinique (la clinique de St-Benoît) dont le principal gérant est une des plus hautes notabilités de l'île, le docteur David Moreau, vice-président U.D.R. du Conseil général.

Une bonne affaire : les avortements à la chaîne

Le scandale éclata à la suite d'une plainte déposée en mars dernier et qui aboutit à l'arrestation, le 8 août, d'un infirmier anesthésiste, et quatre jours après, de celle du Dr Ladjadj, chirurgien-chef de la clinique de St-Benoît. On s'aperçut alors que les avortements étaient non seulement pratiqués à la chaîne (plusieurs milliers par an et depuis 1966 !) mais portaient souvent sur des femmes enceintes de sept mois ou plus, qu'ils s'accompagnaient souvent de stérilisation et qu'enfin certaines femmes n'étaient consentantes, ni pour la stérilisation, ni même pour l'avortement ! (25 plaintes ont été déposées à cet effet).

On peut se demander l'intérêt de la clinique de St-Benoît dans cette affaire. C'est ici qu'on débouche sur le scandale financier : ces avortements constituaient en effet — du fait qu'ils étaient remboursés sous une fausse appellation par les Caisses d'Aide sociale et de Sécurité sociale — un pillage

organisé des fonds publics. Ils n'étaient d'ailleurs qu'une part des affaires réalisées par la clinique : le nombre de journées d'hospitalisation que celle-ci se faisait rembourser par an équivalait à un taux de remplissage hospitalier de... 391 % ! — pourcentage qui, de plus, ne concerne pas la clientèle payante, mais seulement celle relevant des remboursements sociaux !

Cette énorme dilapidation des fonds publics n'est du reste qu'une partie d'un gâchis plus global qui dépasse l'exemple de la clinique en question et qui porte sur des dépenses d'Aide sociale, de Sécurité sociale et de prestations médicales se montant (en 1968) à 15 milliards et demi d'anciens francs. Comme l'a souligné Paul Vergès, secrétaire général du P.C. réunionnais, ce sont ces 15 milliards et demi qui sont pillés chaque année pour leur plus grande part !

Le scandale sera-t-il étouffé ?

Nous entrons ici directement dans le scandale politique. Pour reprendre le cas précis des avortements à la chaîne : commentent les discours de M. Michel Debré (qui, rappelons-le, est député de la première circonscription de la Réunion) où celui-ci insistait sur la question démographique, « problème n° 1 » de l'île, « Croix-Sud » — hebdomadaire de l'évêché réunionnais — écrit dans son numéro du 13 avril 1969 : « Quant aux avortements, il est simplement recommandé, croit-on savoir, d'éviter les « histoires ». Le but à atteindre est trop important pour s'embarasser du choix des moyens. Ce serait catastrophique si la population dépassait 500.000 habitants : M. le ministre nous l'a redit. Alors en empêchant le plus possible de naissances, en assassi-

nant 8 à 10.000 enfants par an, dans le sein de leur mère, et en en faisant migrer 6 à 7.000 jeunes par an, la catastrophe pourra être évitée. » Bien entendu, ce franc constat s'attira, trois jours après, une protestation indignée du préfet de l'île qui affirma que « c'est non seulement un ignoble mensonge mais une diffamation », ajoutant que « les lois en vigueur... condamnent formellement l'avortement et l'assimilent à un crime... Ici comme en métropole, toute personne convaincue de s'être livrée à des méthodes abortives tombe sous le coup de la loi. »

Mais la loi bourgeoise a ses raisons que la bourgeoisie connaît bien. Un an après le noble courroux de M. le Préfet, le scandale de la clinique St-Benoît révèle aux plus aveugles que la loi bourgeoise a certaines indulgences pour les bons serviteurs du système. En l'occurrence, Bruny Payet, secrétaire général de la C.G.T. de la Réunion, attire l'attention sur le personnage central de toute cette affaire, le Dr David Moreau, « patron » de la clinique, Président de la Commission des Affaires générales et sociales du Conseil général de St-Benoît, réélu U.D.R. le 8 mars dernier à... 100 % des suffrages exprimés, genre du P.D.C. des Sucreries de Bourbon (la plus grosse société sucrière du pays), un des plus gros propriétaires fonciers de St-Benoît et le plus gros propriétaire d'immeubles de la ville, un des principaux actionnaires du Supermarché, promoteur d'une nouvelle clinique dans laquelle 1.200 millions d'anciens francs sont investis (c'est dans les cliniques que le taux de profit est le plus élevé...) et nommé Membre du Comité d'Expansion Economique de la Réunion ! Comme le dit

Silence, les journalistes

Claude Mabile, journaliste professionnel (carte n° 27 320)

Claude Mabile, dont nous publions ici le témoignage est journaliste à l'agence Alpes Presse Information de Grenoble. Parce que tel est son métier, le 2 novembre dernier, il assistait à la manifestation organisée par les « maos et les jeunes en colère » à la suite de l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont.

En dépit de sa carte de presse, il a été matraqué, conduit en prison, gardé à vue pendant 24 heures avant d'être conduit au parquet.

Il n'est pas le premier. Sûrement pas le dernier. Depuis un certain temps, malgré les protestations des syndicats de journalistes la police de M. Marcellin s'acharne à empêcher les journalistes d'exercer leur mission d'information. Ce témoignage est exemplaire. □

Monsieur,

Dans la journée du 2 novembre, à la suite de la tragédie de Saint-Laurent-du-Pont, des tracts signés « les maos et des jeunes en colère » circulèrent à Grenoble, invitant à un meeting qui devait se tenir place de l'Abbaye, à 19 heures. Je fus chargé par l'Agence Alpes Presse Informations, à laquelle j'appartiens, de « couvrir » cette manifestation. Après le meeting, le cortège traversa certains quartiers de Grenoble et arriva place Pasteur.

Avant qu'il ne parvienne à cet endroit, trois succursales de banque avaient eu leurs vitres cassées par certains manifestants. Place Pasteur, deux fourgonnettes de police arrivèrent. Après avoir poussé des cris hostiles à la police, des manifestants lancèrent deux cocktails molotov en direction de la Maison des Etudiants. Les manifestants se sauvèrent alors, un bon nombre d'entre eux pénétrant dans le hall de la Maison des Etudiants.

Les C.R.S. chargèrent. Je me trouvais à côté de la Maison des Etudiants, regardant la charge, lorsque je fus pris à partie par des C.R.S., matraqué, injurié, jeté à terre, puis tiré par les cheveux, malgré la présentation de ma carte professionnelle. Je fus ensuite entraîné et enfermé dans un car de C.R.S., sous les injures de ceux-ci. Je fus ensuite transféré dans une fourgonnette de la police urbaine, où se trouvaient déjà une dizaine de jeunes gens. Parmi eux un cameraman de l'O.R.T.F., qui avait été également relâché sur l'intervention d'un de ses confrères de l'O.R.T.F.

Je demandais à bénéficier de la même mesure. Cela me fut refusé par un policier en civil qui me dit : « Pour vous, on verra plus tard ». Cela se passait en présence d'un commandant de C.R.S. Nous fûmes transférés à l'hôtel de police. Là-bas, nos identités furent relevées. Je demandais à voir le commissaire principal. Je ne reçus que des réponses évasives.

Je fus ensuite interrogé par un officier de police qui me déclara : « vous faites partie des maoïstes ». Méduisé, je lui demandais de quelles sources il tenait pareille chose. Il me dit « j'ai là une fiche selon laquelle vous avez distribué des tracts place Grenette il y a 15 jours ». Je dois là rappeler un précédent.

Le samedi 17 octobre, des membres du « Secours Rouge » de Grenoble avaient distribué des « Cause du Peuple » et des tracts. J'avais été chargé de « couvrir » cette manifestation. Alors que je prenais des photos et malgré la présentation de ma carte professionnelle, j'avais alors été pris à partie par des gardiens de la paix qui m'entraînèrent sans ménagement dans une estafette, après avoir essayé de m'arracher mes appareils. Cela se passait sous les flashes de confrères.

A l'hôtel de police, j'avais de suite été relâché par un commissaire. C'est de là que la fiche en question a été établie. Quand j'en eus connaissance, je pus aussitôt faire établir la vérité par l'officier de police que j'avais rencontré le 17 octobre. Malgré cela, j'eus à faire une déclaration. J'y affirmais être étranger à la manifestation et n'avoir été là que pour mon travail.

Je demandais encore à voir le commissaire. Les mêmes réponses évasives me furent faites. On me signifia ensuite que le commissaire Perez décidait de me faire garder à vue pour « participation à attroupement armé ». Je fis une nouvelle déclaration selon laquelle je refusais de signer ma garde à vue que je jugeais parfaitement arbitraire en vertu des faits et de ma déclaration. Je fus alors conduit à la fouille, dépouillé de tout ce que j'avais dans les poches, ainsi que de ma ceinture.

Je fus ensuite enfermé avec les autres jeunes gens interpellés. Je demandais à pouvoir rentrer en contact avec mon employeur, je ne reçus aucune réponse. Ce n'est que le lendemain à 11 heures, qu'un coup de téléphone anonyme prévint mon employeur de la situation qui m'était imposée. A l'hôtel de police toutes mes demandes de rencontres, tant au commissaire Perez que de mon employeur ne reçurent aucune réponse. En début d'après-midi nous apprîmes que nous serions déférés au Parquet, sur la base de l'article 314 du Code Pénal, institué par la loi du 8 juin 1970, appelée communément « loi anti-casseurs ».

A 15 heures, menottes aux poignets nous fûmes conduits dans les locaux de l'identité judiciaire. Nous fûmes photographiés de face et de profil, mesurés et l'empreinte de chacun de nos

doigts, ainsi que de nos mains jointes fut relevée, tandis qu'un policier établissait une fiche signalétique. Vers 16 h 30, encore menottes aux poignets, nous fûmes conduits au Parquet. Le fourgon dans lequel nous nous trouvions était escorté de part et d'autre par plusieurs voitures et fourgons de police.

Entre temps, trois des jeunes gens avaient été libérés. Les six autres se virent notifier leur inculpation par le substitut du procureur, M. Chambeyron. Il me reçut en dernier pour me déclarer : « Vous êtes libre, mais l'on vous voit trop souvent dans ce genre de manifestations ». J'en ressentis une certaine satisfaction professionnelle et lui déclarais que c'était justement là mon métier ». C'est sur l'intervention

de mon employeur, qui fit la preuve au Parquet qu'il m'avait bien chargé de « couvrir » la manifestation que je pus, enfin, retrouver ma liberté.

J'ajoute qu'il me semble que cette affaire prit comme point de départ la fiche erronée qui avait été établie le 17 octobre.

J'avoue, en outre, mal comprendre la démarche qui permet de taxer un journaliste de « maoïsme » dès lors qu'il a su se donner les moyens tout à fait légaux de son efficacité professionnelle.

Toujours est-il, enfin, qu'il y a, à l'hôtel de police de Grenoble une fiche d'identification complète me concernant...

Tarn

Mise en garde contre la répression

L'inquiétante escalade de la répression contre les militants politiques et syndicaux a entraîné les réactions, quasi unanimes ces derniers temps des organisations de gauche. Après la loi anticasseurs, après les arrêts de la Cour de Sécurité de l'Etat, dont l'existence même est un défi au principe de la démocratie, après la privation des droits civiques et familiaux de certains inculpés politiques, après les scandaleuses chasses aux jeunes dans les grandes villes, après le licenciement de nombreux militants ouvriers, il apparaît que les libertés individuelles sont de plus en plus dangereusement menacées.

Dernièrement, allant plus loin, Marcellin a mis en cause l'honorabilité professionnelle d'un médecin qui a constaté les sévices infligés à Lyon à un militant politique arrêté en dehors de toute manifestation.

Des éléments de la police utilisent de plus en plus des pratiques de répression au mépris de toute justice, ce qui a même eu pour conséquence d'émouvoir certains syndicats de la police et de la magistrature. La répression qui a d'abord frappé essentiellement les militants « gauchistes » commence à viser l'ensemble de l'opposition politique et syndicale comme on peut le constater par la lecture de la presse de ces derniers jours.

Les organisations politiques et syndicales castraises soussignées s'élèvent avec vigueur contre cette escalade de la répression qui laisse augurer que demain plus aucun citoyen ne pourra se sentir en sécurité. Elles décident de rester en contact pour parer à toute éventualité.

- Parti Socialiste Unifié
- Parti Communiste
- Parti Socialiste
- Convention des Institutions Républicaines
- Ligue Communiste
- Groupe d'Action Occitan
- Ligue des Droits de l'Homme
- C.G.T.
- C.F.D.T.
- S.G.E.N.

Quand les paysans aident les ouvriers

Jacqueline Giraud

Le 27 octobre, dans un concert d'avertisseurs, une vingtaine de tracteurs et de camionnettes défilent dans les rues de Laval, abondamment ornés de banderolles. « La poule aux œufs d'or pour tous », dit l'une d'elle accrochée aux flancs d'une camionnette emplies de valises.

Le but de ce défilé, c'est l'usine Salmson-L.M.T., en grève depuis quinze jours. Sous les applaudissements des grévistes, les paysans entrent dans l'usine, distribuent la nourriture, et l'un d'eux, M. Cimier, secrétaire général de la C.D. J.A. précise le sens de ce soutien : « la présence des agriculteurs à vos côtés est pleine de signification. Nous luttons, nous aussi pour notre pouvoir d'achat. Nul n'ignore, par exemple, la disproportion entre les prix agricoles à la production et les prix à la consommation. Nos luttes, conclut-il, doivent se rejoindre. »

Ouvriers, paysans, un même combat. Ce slogan de mai 68 n'est plus un vœu pieux. Après l'expérience de Quimper, voici que la jonction s'est également faite à Laval. Aux dernières heures d'une grève dure.

Le mouvement avait commencé le 12 octobre. Ce jour-là, les délégués C.F.D.T. et C.G.T. (la C.F.D.T. est majoritaire dans l'usine) convoquent les travailleurs horaires pour une assemblée d'information. Les travailleurs horaires de l'usine touchent entre 20 et 25 % de leur salaire sous forme de bonifications liées au rendement. Conformément aux accords de Grenelle, ils réclament l'incorporation au salaire de base de la prime fixe et des deux tiers environ des bonifications. Sans

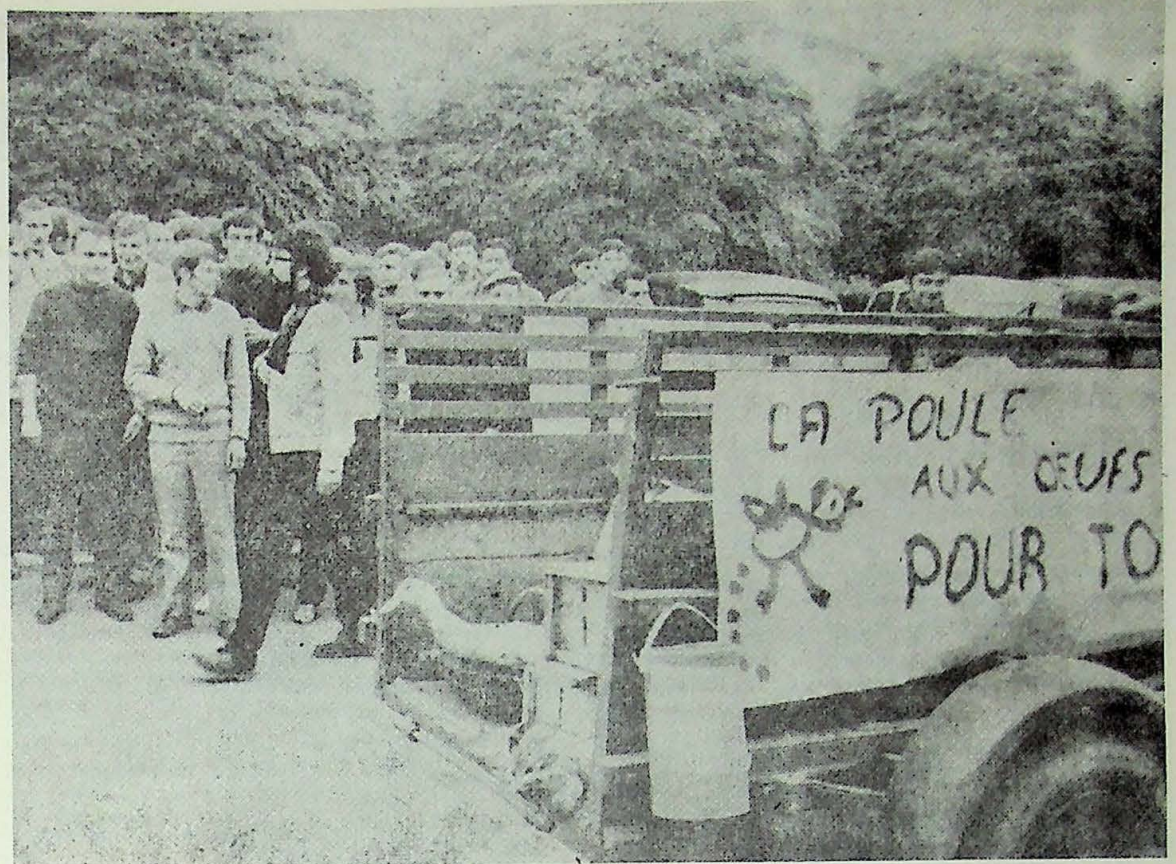
quoi la mensualisation n'est qu'un leurre qui n'apporte aucune garantie de salaire. Or les syndicats se sont heurtés à un nouveau refus de la direction. En assemblée générale, les travailleurs horaires informés de ce refus décident de commencer sur le champ une grève illimitée.

Les ruses de la direction

Pendant la première semaine de grève, la direction feint de ne pas comprendre les motifs. Mais elle essaie de briser le mouvement au nom de la « liberté du travail », cela s'appuie sur une intervention de six ouvriers anti-grévistes auprès de l'inspection du travail.

En vain. Le 21 octobre les délégués de Laval obtiennent de participer à une réunion du comité central d'entreprise, à Boulogne-Billancourt. Le freinage de l'incorporation des bonifications est acquis, mais la direction n'en fixe pas le taux. Les directeurs de l'usine de Laval sont mandatés pour discuter ce problème localement... et ils proposent le tiers de ce que les ouvriers demandent. La grève continue.

La direction tente alors d'atteindre le moral des grévistes, en leur adressant deux lettres personnelles. L'une d'elle, reproduite dans « Ouest-France » sous forme de communiqué non signé, dit : « Les activités reprendront le lundi 26, aux heures habituelles ». La société invite chacun à reprendre dans l'ordre et avec l'intention d'effacer rapidement, dans les faits et dans les esprits, les pénibles conséquences des jours passés. Comme si accord avait été conclu !



La solidarité s'organise

Durant ce week-end, sans se laisser impressionner par les missives patronales, les ouvriers cherchent à élargir l'appui donné à leur lutte. Par l'intermédiaire du P.S.U., ils prennent contact avec les partis qui se réclament de la gauche. Le P.C.F., le P.S., la C.I.R. et le P.S.U. décident une démarche commune auprès du maire. Par ailleurs, le P.S.U. incite les groupes révolutionnaires (A.J.S., Comité d'Alliance ouvrière, Comités d'action lycéens, Ecole émancipée, groupes marxistes-léninistes) à constituer des comités de soutien qui collectent des fonds et informent la population.

Enfin, contact est pris avec les agriculteurs, qui accourent, le mardi 26 octobre. Frappés par cette intervention, les ouvriers révisent leur jugement sur les groupes révolu-

tionnaires dont ils apprécient l'aide très positive.

Des bons de repas aux cantines !

Avec les partis traditionnels, l'unité d'action fut moins fructueuse. En réclamant l'appui de la C.I.R. et du P.S., le P.C.F. semblait se soucier davantage des prochaines municipales que de l'appui aux grévistes. De même, a-t-il préféré attendre une audience officielle, quand le P.S.U. souhaitait se rendre immédiatement à la mairie pour mettre le maire — U.D.R. — face à ses responsabilités.

Audience fort décevante, d'ailleurs. Le maire a dénié aux partis politiques le droit de présenter des doléances « dans un domaine qui n'est pas politique, mais professionnel et syndical ». Toutefois, le maire, « généreux », a accordé que

des bons de repas pour les cantines de la ville seraient distribués aux familles les plus touchées, choisies par la commission d'aide sociale de la mairie ! Gageons que les ouvriers ont préféré la nourriture des paysans.

Poursuivre le dialogue

La grève est maintenant terminée. Le 28 octobre, les ouvriers horaires de Salmson ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction pour les deux tiers de leurs revendications. Certains se contentent de ce résultat. D'autres s'en satisfont moins. Mais l'acquis le plus important réside peut-être dans l'expérience qu'ils ont vécue, la prise de conscience de leur exploitation, la solidarité qui s'est établie entre eux et les paysans, la découverte qu'ils ont faite du vrai visage des « gauchistes ». Un dialogue s'est noué. Il faut le poursuivre. □

Justice de classe

De notre correspondant à Rennes

Justice est faite ! François Gourmelon, syndicaliste paysan du Finistère, a été condamné à 1.500 F d'amende et 5.000 F de dommages et intérêts, plus les frais de procès (donc en gros à 1 million d'A.F.), pour être intervenu, comme responsable syndical du C.D.J.A., dans une vente aux enchères où la moitié des terres exploitées par un fermier risquait de lui être enlevée, parce qu'il ne pouvait pas les payer au prix où la spéculation les avait fait monter (voir « T.S. » n° 456 du 28 mai).

Ainsi les paysans ont pu se rendre compte que la répression ne touche pas seulement les militants politiques (le même jour avait lieu le procès de Geismar), les enseignants et étudiants, ou les ouvriers dans les entreprises, mais est une

conséquence normale du système capitaliste.

Il est d'abord caractéristique que se trouve ainsi frappé un syndicaliste, mandaté par son organisation (tous les syndicats ouvriers, d'enseignants et d'étudiants ont d'ailleurs marqué leur solidarité) : il s'agit d'empêcher les exploités, victimes du système, de se regrouper pour les défendre ; on veut les intimider. La vieille noblesse et la petite bourgeoisie du nord-Finistère ont d'ailleurs commencé une campagne pour salir François Gourmelon ; mais cette fois-ci ils ne tromperont pas tous les paysans. Et pourquoi une amende plus sévère en Bretagne qu'en Lorraine ? Les bourgeois le savent bien, mais beaucoup de paysans aussi.

Car la sévérité de la sentence s'explique aussi par la for-

me du prétendu délit : atteinte au droit sacré de propriété, au nom duquel les travailleurs de l'agriculture, ou bien se voient privés du droit au travail (puisque'ils n'ont plus de terres), ou bien s'endettent pour la vie entière (sans être sûrs de s'en tirer en fin de compte !)

Remarquons enfin que les manifestations qui ont eu lieu le 20 octobre et les jours précédents expliquent aussi peut-être cette sévérité : inscriptions à la peinture sur les murs de notaires, rassemblement de paysans (ainsi que d'étudiants et de lycéens à l'appel du Secours Rouge) autour du Palais de Justice, puis défilé en ville, finissant par la mise à feu d'un mannequin habillé en juge !

Des événements de ce genre montrent clairement que la lut-

te de classes est une réalité de tous les jours, et les paysans du Finistère en font de plus en plus l'expérience. Ils sentent leur exploitation, par exemple à propos du prix du lait : dans le secteur ils sont très mobilisés pour essayer d'améliorer leur salaire : ils ont calculé que lorsque le prix de base du lait était de 0,42 F (et avec 40 vaches laitières), ce salaire était en fait de 1,84 F de l'heure ! Ils savent donc par qui ils sont exploités et mettent en cause les sociétés coopératives et leur direction.

Une semaine plus tard, notre camarade Bernard Lambert a tenu une réunion à Saint-Renan où, devant plus de 300 personnes, il a fait la démonstration aussi concrète qu'irréfutable que cette lutte de clas-

ses est aujourd'hui le problème essentiel des paysans, et qu'ils doivent, en union avec les ouvriers, se lancer dans le combat pour le socialisme, car (comme le proclamait une banderole) la seule alternative pour eux est : lutter ou disparaître.

Un premier exemple de cette union entre paysans et ouvriers s'est manifesté au cours d'une grève de la Société Entremont où les deux catégories de travailleurs, au lieu de faire le jeu de leurs exploités par leur opposition, ont su lutter ensemble.

Pour leur part les sections du Finistère du P.S.U., où se retrouvent côte à côte ouvriers et employés, paysans, enseignants, étudiants et lycéens, travailleront de leur mieux à cette union. □

L'usine Salmson a été décentralisée à Laval en 1961, et rachetée en 1962 par Le Matériel Téléphonique. Elle dépend donc du groupe I.T.T. Elle emploie 450 personnes (cadres, maîtrise, ouvriers) et fabrique des pompes centrifuges.

luttons ouvrières

E.D.F. - G.D.F. : des luttons à impulser

Le 11 novembre s'est réunie, rue Mademoiselle, une journée nationale de la branche E.D.F.-G.D.F. Lors de la conférence nationale Entreprise des 30 et 31 mai dernier, une première réunion de la branche n'avait pas permis de mettre au point une plate-forme politique de lutte. Il avait donc semblé nécessaire, qu'après un travail de préparation qui fut assuré par un collectif provisoire, les militants E.D.F.-G.D.F. de toute la France se retrouvent à la rentrée pour analyser la situation dans nos établissements et dégager des propositions concrètes de luttons.

Des militants provenant d'une vingtaine d'unités (dont une douzaine de province) participèrent à cette journée et après avoir adopté à l'unanimité la plate-forme politique ci-dessous, définirent les moyens nécessaires à leur action.

Le mythe de la nationalisation

La nationalisation d'E.D.F.-G.D.F. est intervenue le 8 avril 1946, c'est-à-dire à une époque où le P.C.F. était encore au gouvernement avec le M.R.P. et la S.F.I.O. Cette nationalisation a été présentée, et l'est toujours, comme une grande victoire de la classe ouvrière, comme le type de solution à mettre en avant pour la construction du socialisme, avec bien sûr quelques modifications dans le caractère plus « démocratique » de la gestion. Qu'en est-il, en fait ?

D'une part la bourgeoisie discréditée est alors obligée de faire des concessions aux forces principales de la résistance.

D'autre part, après la guerre, le P.C.F. se lance dans une opération de collaboration de classe avec la bourgeoisie : reconstruction nationale d'abord, « retrousses vos manches », pas de grèves, etc., suivant en cela la même logique qu'actuellement : c'est par les élections que viendra le pouvoir, défense de l'« intérêt national », etc.

Si les nationalisations de 46 ont été si facilement acceptées par la bourgeoisie c'est qu'en aucune façon elles n'étaient objectivement des mesures anticapitalistes. L'état technique déplorable dans lequel se trouvaient les entreprises productrices ou distributrices d'énergie exigeait une reconstruction gigantesque et urgente sans laquelle il ne pouvait y avoir de reconstruction de l'économie capitaliste tout entière. La nationalisation faisant supporter cette reconstruction à l'ensemble de la population était la meilleure solution pour la bourgeoisie. De plus les anciens propriétaires furent indemnisés (et continuent à l'être) ce qui leur permit d'investir dans des secteurs plus rentables à l'époque.

La nationalisation certes s'accompagnait de la « participation » (désormais des travailleurs et des usagers à la gestion de l'entreprise. Mais cela n'était aucunement gênant vu l'accord sur la politique de reconstruction nationale. Lorsque des divergences survinrent, cette gestion tripartite apparut pour ce qu'elle était : de la poudre aux yeux des travailleurs, et cela ne peut être autrement dans un pays capitaliste.

E.D.F. et G.D.F. n'ont donc jamais été des entreprises entre les mains de la classe ouvrière, des modèles à mettre en avant dans les perspectives révolutionnaires.

Nous devons donc dénoncer et combattre ceux qui continuent d'entretenir ce mythe parmi les travailleurs, tout comme ceux qui revendiquent une plus grande autonomie par rapport aux pouvoirs publics, comme si cela pouvait changer quoi que ce soit. Laissons donc les grandes idées des managers à la bourgeoisie et combattons celle-ci sous toutes les formes qu'elle peut revêtir : E.D.F.-G.D.F. sont et resteront des outils du capitalisme tant que celui-ci ne sera pas renversé.

E.D.F.-G.D.F., comme tout secteur public, sont utilisés pour régulariser la conjoncture économique afin d'éviter les grandes crises économiques : par les prix et les salaires, par le biais des commandes de matériel, stoppées quand il y a inflation, relancées quand il y a récession.

E.D.F. et G.D.F. sont utilisés par l'Etat au service du capitalisme, pour en garantir le développement.

Il est donc de toute première importance d'engager une bataille idéologique contre la bourgeoisie et les différents réformistes dont le P.C.F. n'est pas le moindre. Ce premier terrain doit être privilégié dans les interventions des groupes d'entreprise du P.S.U.

Les syndicats à E.D.F.-G.D.F.

Les positions des fédérations C.G.T. et C.F.D.T. sont :

— Pour la C.G.T., tout à fait conforme à la position confédérale, admettant implicitement la « démocratie avancée » comme perspective politique. Le choix délibéré de la voie électorale amène un freinage des luttons pour les cantonner au seul niveau économique.

Elle continue à développer le mythe de la « nationalisation démocratique » et axe l'ensemble des luttons sur les avantages salariaux.

— Pour la C.F.D.T., en retrait par rapport à la confédération (signature du contrat de progrès désavoué implicitement par le dernier congrès et très ouvertement par la fédération de la métallurgie). Elle ne possède pas de projet politique bien précis, ce qui lui vaut souvent une incohérence dans l'action.

Elle poursuit l'orientation qui l'a amenée à signer la Convention Salariale : il faut obtenir plus d'autonomie pour les directions et tout ira mieux !

Le statut du personnel, le rôle accordé aux organisations syndicales, font d'E.D.F.-G.D.F. un terrain pri-

vilégié de collaboration de classes.

Les différentes commissions « paritaires » (C.S.N.P., Commissions Secondaires, C.M.P., sous-C.M.P., etc.), les contacts fréquents entre la hiérarchie et les délégués syndicaux, représentent en effet, non pas la première étape d'un contrôle des travailleurs sur l'entreprise, mais bien au contraire le meilleur moyen de les intégrer résolument au système capitaliste. A cet égard la Convention Salariale ne rajoute pas grand-chose à cet état de fait, mais contribue simplement à le renforcer dans le seul domaine où des luttons réelles aient été menées depuis la libération : les salaires (1).

La participation, la concertation sont des choses existant depuis bien longtemps dans nos établissements. Il ne s'agit donc pas de revendiquer tel ou tel pouvoir en plus pour tous ces organismes qui ne sont et ne seront jamais finalement que consultatifs.

La signature de la Convention Salariale, le simulacre de démocratie prolétarienne auquel nous avons été contraints de participer (référendum de la C.G.T.) ont provoqué une démobilisation importante. Bien loin de confronter directement les travailleurs d'E.D.F.-G.D.F. au nécessaire contrôle qu'ils doivent imposer, la situation des forces révolutionnaires est aujourd'hui délicate.

Le taux important de syndiqués à E.D.F.-G.D.F. est plus la conséquence de l'intégration à l'entreprise (les syndicats défendent leurs adhérents au moment des avancements, etc.) qu'une conséquence des luttons menées.

L'axe stratégique du contrôle ouvrier

Pour les militants révolutionnaires du P.S.U., il s'agit de préparer, à E.D.F.-G.D.F., les conditions du renversement du capitalisme et de l'instauration de la dictature du prolétariat.

Le P.S.U. a mis en avant ces derniers mois, et explicité lors de la Conférence Nationale Entreprises de mai 70 et du Conseil National de juin 70, l'axe stratégique du contrôle ouvrier. Il s'agit de savoir quelles sont les luttons que nous pouvons et devons impulser dans cette direction.

Mais d'abord rappelons les principaux aspects de cet axe de lutte : le contrôle ouvrier n'est ni la co-gestion, ni l'instauration d'un pouvoir partiel dans une société où la bourgeoisie conserve le pouvoir politique. Ce n'est pas non plus une « campagne », ni un objectif que l'on revendique et sur lequel on est amené à négocier, à passer des compromis. Le contrôle ouvrier se place en dehors de la légalité bourgeoise, de toute institution : c'est l'établissement par la lutte d'un rapport de force qui permet de placer le patronat (ou la direction) devant le fait accompli. Le contrôle ouvrier repose sur les bases suivantes :

- refus de toute participation et de toute intégration ;
- volonté de placer l'adversaire devant le fait accompli ;
- rupture avec la légalité patronale ou bourgeoise ;

- priorité accordée à l'initiative à la base ;
- démocratie prolétarienne de masse.

Il faut être clair et ne pas parler d'initiative à la base ou de démocratie prolétarienne si l'action de la classe ouvrière est mise à la remorque de catégories qui lui sont marginales ou franchement extérieures.

Nous devons nous adresser prioritairement au prolétariat véritable d'E.D.F.-G.D.F., c'est-à-dire aux agents d'exécution, ainsi qu'aux ouvriers des entreprises travaillant sur les chantiers E.D.F.-G.D.F., notamment aux travailleurs immigrés.

Il est certain que la démobilisation qui existe à E.D.F.-G.D.F. fait que nous ne sommes pas pour nos établissements en situation de montée des luttons : sans doute aurons-nous des difficultés à impulser des luttons sur la base du contrôle ouvrier. Néanmoins, dans un premier temps, il est possible que, sur tel ou tel aspect particulier de l'exploitation subie par les travailleurs d'E.D.F.-G.D.F., des luttons soient menées : horaires de travail, réformes de structures, etc.

Les conditions objectives de telles luttons ne peuvent d'ailleurs que se renforcer. La volonté de la bourgeoisie de réduire le financement des entreprises nationalisées (non pour les démanteler ou les mettre en difficulté mais pour investir ailleurs) ne peut se traduire que par des tentatives d'aggravation des conditions de travail des agents E.D.F.-G.D.F. Nous devons dire très clairement que si les salaires suivent la hausse du coût de la vie alors que la productivité croît davantage, cela veut dire que l'exploitation capitaliste s'aggrave (essentiellement par l'augmentation du rythme de travail). Les luttons suivant l'axe du contrôle ouvrier attaquent donc effectivement le capitalisme sur le terrain fondamental où celui-ci accomplit actuellement son effort d'accroissement du profit.

Une lutte idéologique à mener

Nous devons nous attaquer à un certain nombre de mythes (service public, nationalisation). Ce combat nécessite, de notre part, une analyse assez précise du rôle joué par E.D.F.-G.D.F. dans l'économie capitaliste. Nous élaborerons un « livre noir » qui sera diffusé massivement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'E.D.F.-G.D.F.

Les différents événements qui marquent l'activité de la direction et des syndicats appellent de notre part une mise au point constante de nos analyses et une diffusion permanente de nos positions.

Les autres luttons à E.D.F.-G.D.F.

On assiste actuellement à un renforcement de la bureaucratie et de la hiérarchie, par une multiplication des catégories. Par ailleurs, les méthodes de direction dans les unités, adoptant certaines pratiques de « management » à l'américaine développent leur pouvoir oppresseur. L'Etat-patron tente de renforcer la division des travailleurs à l'intérieur d'E.G.F.

En outre, l'appel de plus en plus fréquent aux entreprises privées dont le personnel est davantage exploité que les agents électriciens et gaziers, permet à E.G.F. d'offrir des marchés énormes au capital privé tout en renforçant la division entre les travailleurs E.D.F.-G.D.F. et les autres.

Les thèmes suivants principaux peuvent être mis en avant :

- lutte contre la bureaucratie et la hiérarchie : cette lutte doit déboucher sur la remise en cause de la division sociale du travail entretenue par la classe dominante ;
- lutte contre la collaboration E.G.F.-entreprises privées qui se

fait sur le dos des travailleurs des deux secteurs :

- lutte pour des augmentations de salaires égales pour tous : objectif unificateur des luttons salariales ;

- lutte contre la politique de rentabilisation sur le dos des travailleurs.

Une présence politique à développer

Il s'agit d'affirmer une présence politique constante à E.D.F.-G.D.F. par un soutien de toutes les luttons d'importance générale dans lesquelles le P.S.U. est engagé. Signalements dans la période actuelle :

- la campagne sur les transports ;
- la juste lutte du peuple palestinien ;
- le Secours rouge.

L'engagement syndical

La question se pose de savoir si, en tant que militants révolutionnaires du P.S.U., il faut militer dans les syndicats.

La forme syndicale ne semble pas dépassée, aux yeux des travailleurs : les syndicats ouvriers représentent une forme irremplaçable d'organisation et de coordination des luttons correspondant au premier niveau de prise de conscience des masses ouvrières.

Mais les nouvelles formes de luttons, plus dures dans leurs objectifs et plus démocratiques dans leur mode de conduite, qui tendent à se développer et qui préfigurent le contenu concret du contrôle ouvrier, amèneront à relever les contradictions entre ceux qui acceptent la démocratie prolétarienne de masse et ceux qui la refusent.

Il ne saurait être question de vouloir construire une nouvelle organisation syndicale (syndicat rouge), ni de prendre en main par un moyen ou un autre tel ou tel syndicat. Il s'agit de renforcer systématiquement l'implantation du P.S.U. dans les entreprises, et d'intervenir dans les organisations existantes contre les idéologies réformistes, pour imposer une pratique de démocratie prolétarienne, des assemblées générales du personnel, le durcissement des formes de lutte, et pour proposer à la base nos objectifs de lutte anticapitaliste.

Néanmoins l'analyse est à mener cas par cas, en fonction de la situation concrète. Si aucune possibilité n'existe pour répondre à ces objectifs, le groupe politique devra prendre en main la préparation et la conduite des luttons.

L'intégration des syndicats au mécanisme de fonctionnement d'E.D.F.-G.D.F. amène des militants politiques conséquents à se demander s'il n'existe pas certaines limites à l'engagement syndical.

L'acceptation des responsabilités syndicales ne doit s'envisager que si ces responsabilités permettent une progression des luttons : il est inefficace qu'un militant politique passe le plus clair de son temps à l'action syndicale pour :

- servir de caution « non communiste » s'il est à la C.G.T., ou de caution « gauchiste » s'il est à la C.F.D.T. ;

- être en définitive entièrement récupéré par la bureaucratie syndicale intégrée au système.

Les actions de collaboration de classe ne manquent pas à E.D.F.-G.D.F. entre les syndicats et la direction. Nous devons tout faire, avec l'ensemble des travailleurs, pour mettre en échec ces pratiques (avancements au choix, etc.).

(1) Nous avons critiqué fondamentalement la convention salariale non seulement pour cette raison, mais surtout parce qu'elle était la première à être signée, après l'échec d'une grève, dans un contexte général de montée des luttons de la classe ouvrière. La démobilisation ressentie par les travailleurs d'E.D.F.-G.D.F. a été encore plus sensible à l'extérieur de nos établissements : il s'agissait de la première victoire, sur un front social tendu, de la bourgeoisie.

Le 30 octobre le paquebot « France », qui devait appareiller pour New-York, reste à quai. Motif : devant le refus de la direction de la Transat (Compagnie Générale Transatlantique) d'examiner sérieusement une revendication, les 180 garçons du service hôtel classe « touristes » ont refusé d'appareiller. Pour être bien sûrs que le navire ne partira pas sans eux, ils occupent les coupées (passerelles d'embarquement) au moment de l'appareillage. La direction de la Transat répond en menaçant de désarmer le navire.

Le 31 octobre la menace est mise à exécution. Le navire est désarmé jusqu'au 15 décembre. A terre, cela s'appelle le lock-out.

A propos de ces événements la presse et la radio ont d'abord commencé par affirmer qu'on ne savait pas exactement pourquoi il y avait grève, comme si on faisait grève pour son plaisir. On a ensuite laissé entendre que c'était une grève de riche, que les intéressés étaient bien payés, et qu'en plus ils touchaient de substantiels pourboires.

La vérité est beaucoup moins rose. L'heure de travail d'un marin de la catégorie concernée est payée 3,50 F, ce qui fait un salaire mensuel de 818,20 F, car les marins, qui n'ont pas de repos hebdomadaire, font la semaine de 56 heures (8 heures étant compensées en congés). Les heures supplémentaires, d'un taux de 5,25 F l'heure, ne sont payées qu'au-dessus de cet horaire et ce n'est pas la prime de croisière de 6 F par jour qui peut permettre de dire que le marin est un travailleur bien payé. Quant aux pourboires, s'ils étaient si importants, le service hôtel du « France » ne penserait pas à faire grève pour son salaire. D'autre part, « France » est un paquebot de grand luxe. A sa construction, on a tout fait pour que le passager soit satisfait. Mais on a oublié le personnel et au moment de mettre le navire en service on s'est rendu compte qu'il n'y avait pas assez de place pour loger tout l'équipage. Alors on a tassé et les garçons sont (mal) logés à plusieurs par cabine. Mais après tout quelle importance puisqu'ils n'ont que peu d'occasions d'y séjourner. En effet le « style Transat » d'accommoder la clientèle est très exigeant pour les garçons. C'est le

moins qu'on puisse dire quand on voit que ceux-ci travaillent en moyenne 10 heures par jour, c'est-à-dire qu'ils font souvent 15 heures de travail et parfois plus dans leur journée.

Il y a donc une multitude de sujets de mécontentement, et il fallait vraiment manquer d'imagination pour ne pas trouver le motif de la grève. Tous les marins aspirent à un salaire fixe et garanti. Il est inadmissible de devoir faire des heures supplémentaires pour essayer d'atteindre ce but. Quand le nombre des passagers est important, la Transat fixe un forfait d'heures supplémentaires pour le personnel hôtel. En l'occurrence, ce forfait avait été fixé à deux heures par jour. C'est pour qu'il soit fixé à trois heures, chiffre beaucoup plus conforme à la réalité, que les garçons ont fait grève. Mais à aucun moment la direction de la Transat n'a accepté de négocier, et même la proposition de compromis des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., réunis dans l'unité d'action, qui réduisait de moitié la revendication, a été refusée par la Transat. Pourtant cela n'aurait coûté que 3 millions d'anciens francs pour l'ensemble des croisières jusqu'au printemps prochain, tandis que le désarmement du navire jusqu'au 15 décembre va faire perdre à l'armateur un milliard d'anciens francs.

Aussi ce n'est pas sans raisons que la direction a pris cette position dure. Il y a longtemps qu'elle cherche l'occasion d'imposer une diminution des effectifs et un certain nombre de règlements anti-grève. Elle a eu la trouver avec un mouvement apparemment isolé. La Transat, qui a bien sa place parmi les patrons de combat, a donc profité de l'occasion pour tenter d'imposer ses conditions au réarmement du navire, en essayant d'en faire passer la responsabilité sur le dos des garçons du service hôtel. Mais ceux-ci n'étaient pas si isolés que la compagnie le croyait et les propositions de la Transat ont été fermement repoussées. Quelles sont donc ces propositions :

- Maintien des propositions que la compagnie avait faites aux grévistes avant le conflit et que ceux-ci avaient rejetées à l'unanimité.
- En cas de conflit, deux voyages de préavis pour résoudre les problèmes posés.



- Vote de la totalité de l'équipage avant tout mouvement de grève.

- Au cas où la grève serait votée, obligation d'attendre un voyage avant de la mettre à exécution.

- Rationalisation (c'est-à-dire importante réduction) des effectifs.

On reconnaît dans ces propositions inadmissibles la volonté de tout le patronat d'étouffer les revendications et de pousser au maximum la productivité. Dans la Marine marchande, la réduction des

effectifs est devenue la marotte des armateurs et 12.000 marins ont déjà dû quitter le métier depuis 1963. La récente décision de fusion entre la Compagnie maritime des Chargeurs Réunis et la Société Navale Delmas Vieljeux pour leur trafic sur la côte occidentale d'Afrique est un autre exemple de cette volonté de « rentabilisation ». Il en est du secteur des transports maritimes comme des autres secteurs industriels actuellement. Nous sommes en période d'expansion économique. Les bénéfices augmentent

rapidement. Mais les navires sont vieux et inadaptés. Alors on cherche à faire payer aux marins les frais de la mutation. Cette situation est favorable à la lutte : la nécessité d'un gros effort d'investissement en même temps que la perspective de bénéfices accrus met les armateurs en position de faiblesse et les marins ne doivent pas se laisser influencer dans leur combativité. C'est donc le moment pour nous d'attaquer et l'exemple des garçons du service Hôtel Touristes du France doit être suivi par tous. □

Paray-le-Monial

Avec les travailleurs immigrés

Paray-le-Monial, 10.000 habitants, aux confins de la Saône-et-Loire, est une petite ville bien pensante, presque morte politiquement et caractérisée par l'emprise totale du patronat (1).

Les entreprises sont, pour l'essentiel, tournées vers la fabrication de matériaux pour le bâtiment (Cérabati, Eternit). L'une d'elles, Fauchon-Baudot qui fabrique des produits réfractaires, se caractérise par l'emploi depuis 30 ans de travailleurs immigrés qui sont, bien entendu, exploités et logés dans des conditions scandaleuses par l'entreprise qui n'oublie pas de leur faire payer cher de misérables cabanes.

Aucune action, syndicale ou autre, n'avait été faite en leur faveur.

Début 1970, la section P.S.U. dénonce par tracts cette situation et oblige ainsi le patron à installer des chasses d'eau dans les W.C. Mais le problème n'est pas réglé, le P.S.U. étant trop faible tout seul et les travailleurs immigrés manquant de combativité.

En mai 1970, à l'occasion d'un travail commun sur la répression, des échanges de vues ont lieu entre le P.S.U., des maoïstes et l'A.J.S.

En octobre, le groupe prend contact avec les immigrés qui envisagent une grève malgré l'inertie du syndicat C.G.T. de

la boîte (le seul délégué dynamique est actuellement en congé maladie).

Les immigrés élaborent eux-mêmes leurs revendications et décident d'abord de les présenter par l'intermédiaire du syndicat. Pas de réponse.

Alors, assurés du soutien du groupe des révolutionnaires, ils décident une grève illimitée à partir du 27 octobre. Dans la nuit, le groupe distribue des tracts explicatifs et couvre la ville d'affiches.

La surprise est totale.

Le patron publie un communiqué faisant appel à la compréhension et refusant toutes les revendications.

L'Union Locale C.G.T. décide d'appuyer le mouvement, mais ne va pas jusqu'à organiser la solidarité des autres travailleurs : les ouvriers français de la boîte ne sont, hélas, pas invités à faire grève.

L'arrêt de travail des immigrés se poursuit et, le 28, l'inspecteur du travail visite les lieux, réunit syndicat et patron qui cède sur plusieurs points, notamment sur le logement dans des conditions humaines.

Ainsi, il apparaît que l'action de masse a été décisive. Un tract du groupe des révolutionnaires, après avoir regretté l'action (ou plutôt l'inaction) du syndicat faisait justement remarquer : « Dans cette lutte,

des travailleurs africains ont fait bloc et ont tenu bon, ils se sont rendus compte que c'était la seule force capable de faire reculer le patron ».

Mais la lutte n'est pas terminée. Elle devra continuer, car le patron, profitant d'une inertie syndicale certaine, s'efforce maintenant de revenir sur ses promesses. □

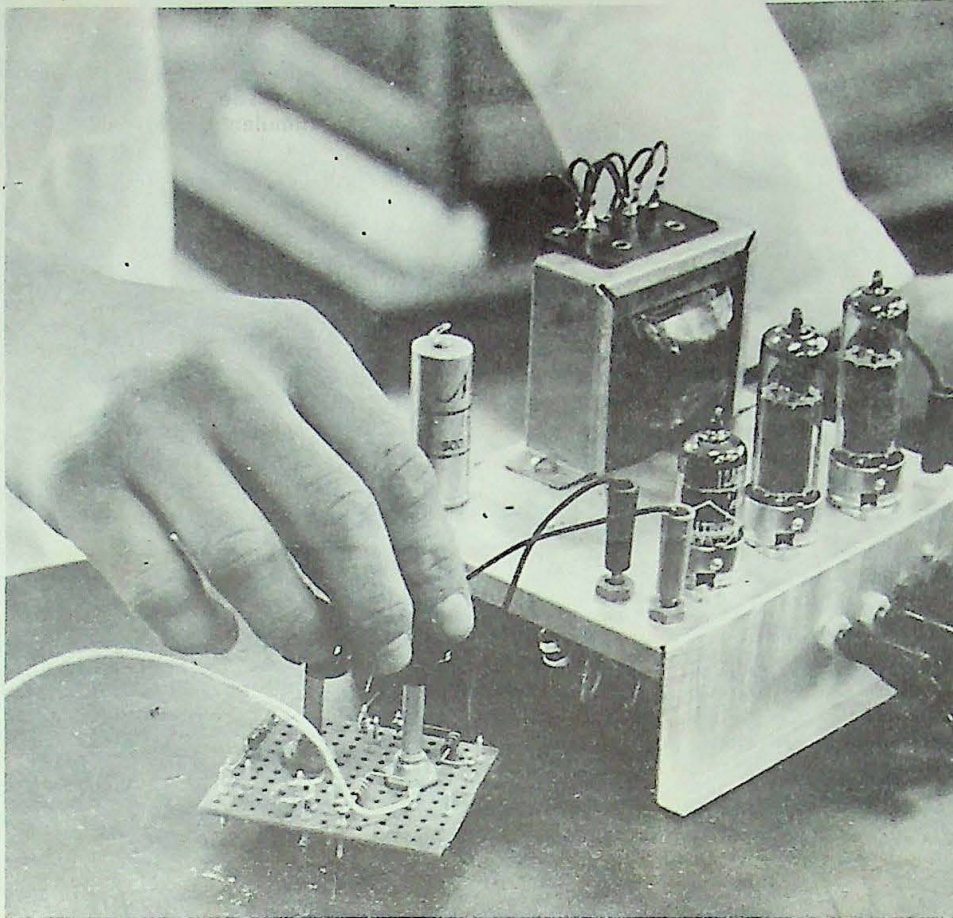
(1) Alors que les patrons, artisans, commerçants et professions libérales ne représentent que 16 % de la population, ils occupent 48 % des sièges au Conseil Municipal ; par contre, parmi les ouvriers et salariés agricoles qui sont 64 % de la population, il n'y a aucun conseiller municipal.

La concertation

L'année dernière au mois d'octobre les guichetières de la caisse d'allocations familiales de Paris obtenaient une prime de 15 % de leurs salaires. Depuis elles attendent qu'on veuille bien la leur verser. Elles tentent désespérément d'être reçues par les « autorités ». Le 6 novembre dernier, elles ont laissé leurs guichets pour se rendre au ministère. Elles ont trouvé portes closes. Vive la concertation !

Météo

Depuis bientôt un mois une importante lutte se déroule à la météorologie nationale. Le personnel de cet important service national demande une augmentation des effectifs et une revalorisation des carrières qui n'ont pas été révisées depuis 1948. Malgré les arrêts de travail et la grève du 16 au 19 octobre, il ne semble pas que l'Etat-patron soit prêt à faire des concessions.



Textile

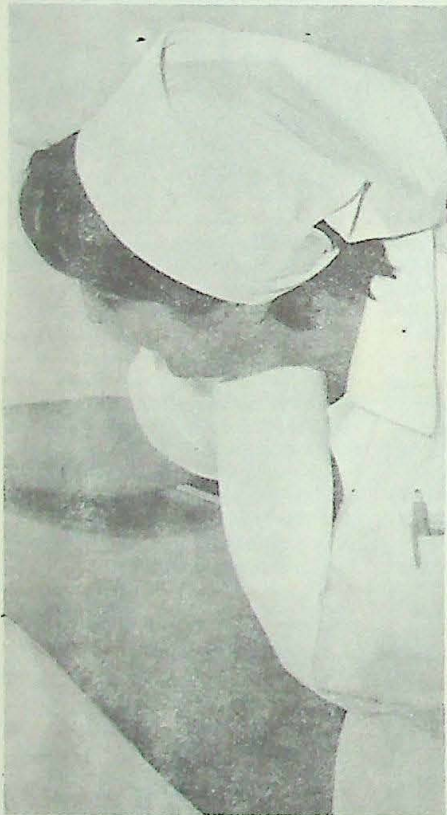
Les 3.000 travailleurs du groupe textile « Les Héritiers de G. Perin » se sont mis en grève dans les onze usines implantées dans les Vosges et la Saône-et-Loire. Ces travailleurs demandent des augmentations de salaires, la mensualisation et une heure mensuelle d'information syndicale.

Les délices de Vittel

La direction des eaux de Vittel a la ferme intention de licencier Arthur Staub délégué C.F.D.T. pour avoir animé une grève en juillet dernier et signé deux tracts. Le comité d'entreprise consulté par la direction a refusé ce licenciement. On notera que les élus de la C.G.C. ont épousé le point de vue de la direction.

Arsenal de Brest

Les 6.000 travailleurs ont arrêté le travail pour 24 heures le 13 novembre dernier. Ils jugent « rétrogrades » les propositions du ministère concernant la mensualisation. Ils ont défilé à travers la ville au cri de « Debré démission ».



Députés en action

Les députés du département de l'Aube ont exposé au Premier Ministre la situation préoccupante de l'emploi dans leur département à la suite de diverses fermetures d'usines et les difficultés de la bonneterie. La délégation était conduite par M. Galley, ministre des P.T.T., qui ne manque pas de culot en venant reprocher au gouvernement une politique dont il est directement responsable. Les travailleurs de l'Aube apprécieront. □

Magasins populaires

A l'appel de la C.G.T. des arrêts de travail ont eu lieu le 10 novembre dernier dans 25 magasins populaires de la région parisienne (Prisunic, Monoprix, etc.). C'est toujours le problème des salaires trop faibles qui est mis en avant.



Personnels hospitaliers

De nombreux arrêts de travail ont eu lieu dans les hôpitaux le 13 novembre dernier. Les travailleurs de ce secteur réclament l'établissement d'une convention collective nationale. Ici comme ailleurs l'Etat ne donne pas l'exemple en matière de politique sociale.



Bas-Rhin

De nombreux débrayages ont eu lieu dans la métallurgie. Les travailleurs demandent une revalorisation de leurs salaires : augmentation des minima de 12 % et une majoration de 4 % de leur pouvoir d'achat.

Sur le front des luttes



IVRES

A propos de la Chine

Christian Leucate

Depuis de nombreux mois, des lecteurs nous avaient alertés sur les faiblesses de notre rubrique internationale. Certes, nous ne parvenions pas toujours à couvrir l'actualité sur chacun des continents. Mais il y a plus grave : des sujets de réflexion, importants pour le mouvement ouvrier international, sont passés sous silence. Ainsi en est-il de la révolution culturelle chinoise et de tous les problèmes théoriques que cette expérience met en lumière. C'est pourquoi nous avons décidé de rompre le silence. L'article de Christian Leucate — qu'on lira ci-dessous — ne se veut pas une ouverture du dialogue, mais simplement des réflexions à bâtons rompus sur la manière d'aborder le problème. La semaine prochaine, à travers ouvrages et réflexions, nous nourrirons cette réflexion. Ainsi, peu à peu, espérons-nous progresser dans une voie certes ambitieuse, mais nécessaire.

La critique chinoise du modèle soviétique, amorcée avec le « grand bond en avant » (1958), développée lors de la révolution culturelle (1965-1969), aura eu pour mérite important de relancer au sein du mouvement ouvrier occidental la réflexion sur les problèmes propres à la « transition vers le socialisme » (1).

Les vraies questions...

Après Marx et Lénine (2), il était sans doute nécessaire de rappeler que la prise du pouvoir d'Etat par le parti ouvrier révolutionnaire et l'instauration d'une propriété publique des moyens de production ne sont jamais que des préalables nécessaires à la construction du socialisme. Celle-ci ne peut s'accomplir qu'à travers une longue période de « révolution ininterrompue » qui reste dominée par la lutte de classes. Ceci, non seulement du fait des résistances opposées par l'ancienne bourgeoisie, mais aussi parce que des conflits de classe nouveaux tendent à se développer au sein même de cette société :

● Au niveau économique, la propriété publique et la planification socialiste ne peuvent en effet supprimer du jour au lendemain toutes les survivances des rapports de production bourgeois. Héritage du capitalisme, la division sociale, entre travail manuel et travail intellectuel, tend à se perpétuer au sein de l'entreprise. Le maintien d'une situation économique de relative rareté interdit de passer immédiatement au principe communiste de la « rémunération selon les besoins » : l'argent, le salaire, le marché conservent de ce fait un certain rôle dans la société nouvelle et la répartition des revenus et des richesses peut effectivement y devenir l'enjeu de luttes entre les groupes sociaux, l'objet de privilèges, d'inégalités nouvelles ;

● Celles-ci prennent un caractère de lutte de classes à partir du moment où la division du travail et le partage du pouvoir politique permettent à un groupe social de se constituer en exploitateur du reste de la collectivité, aux inégalités sociales de se reproduire durablement. Or, cette structuration de classes sociales sur la base de la propriété publique et leur reproduction, est l'enjeu de luttes qui se situent principalement au niveau idéologique et politique : c'est le dépérissement de la démocratie prolétarienne au sein du parti et des organisations de masse, l'utilisation d'un appareil étatique et scolaire qui peut avoir conservé après la prise du pouvoir l'essentiel de ses caractéristiques bourgeoises, qui permettent à une nouvelle classe dominante de s'assurer des avantages dans le secteur public de production, de reproduire une division du travail, des représentations idéologiques, des comportements qui perpétuent ses privilèges aux dépens du prolétariat.

... Au-delà des « belles images »

Accepter ces instruments d'analyse exige cependant que l'on en fasse une application aussi rigoureuse à toutes les sociétés dites « socialistes ». De ce point de vue, il y a quelques dangers à reprendre sans réserve tous les thèmes surgis à l'occasion de l'affrontement sino-soviétique :

● C'est considérablement affaiblir la critique du modèle soviétique que de se contenter de dénoncer « le révisionnisme khrouchtchevien » : la coexistence pacifique et la restauration du critère du profit en U.R.S.S. ne sont que les effets — non les causes — de l'apparition d'une classe dominante. C'est dès avant la « déstalinisation » et soulignons-le, dans le cadre formel d'une prétendue « planification socialiste » que celle-ci a pu se cons-

tituer : choix d'une industrialisation fondée sur l'accumulation intensive et l'exploitation des campagnes ; exécution du plan basée sur le renforcement des stimulants matériels et la hiérarchie des salaires ; bureaucratisation du parti, « embourgeoisement » de l'armée, de l'école, etc. Les réformes khrouchtcheviennes et le « socialisme de marché » ne sont ainsi que l'aboutissement du stalinisme, le seul remède à la crise économique et politique du modèle stalinien qui ne remet pas en cause l'alliance nouée entre la vieille bureaucratie politique et les couches technocratiques issues du développement des « entreprises socialistes »...

Face à une crise assez comparable, la révolution culturelle donne l'exemple d'une issue toute différente, qui a su empêcher la consolidation de forces sociales conservatrices. Mais le danger reste grand de vouloir faire dire à la révolution culturelle plus qu'elle ne peut, tels les groupes ultraspontanéistes de France ou d'Italie qui se satisfont du mot d'ordre des gardes rouges (« oser se révolter ») pour réponse à toutes les exigences organisationnelles et stratégiques...

En ce qui concerne l'évolution de la Chine, Liu-Shao-Shi doit, sans aucun doute, être pris comme le symbole d'un certain nombre d'intérêts et d'idées réactionnaires (en matière d'enseignement, de développement économique, de gestion des entreprises...) qui tendaient à se développer dans les années 60 jusqu'au sein du P.C.C. Mais il ne suffit pas de constater sa défaite politique définitive après la révolution culturelle pour qu'il soit répondu aux questions les plus importantes pour le mouvement ouvrier international, celles qui déterminent l'originalité de l'apport chinois à l'expérience historique de la transition vers le socialisme :

● Le P.C.C. a su, sans céder aux tentations spontanéistes, prendre l'initiative d'une gigantesque mobilisation de masse, d'un immense débat idéologique pour lutter contre les conséquences de quinze ans de sclérose

et de centralisme politiques. La révolution culturelle officiellement close, la Chine revient, elle, aux mœurs politiques du passé — trop souvent justifiées par quelque « spécificité » du tempérament chinois — ou sait-elle définir un rapport du parti aux masses, une forme neuve de démocratie prolétarienne qui ne soit pas simplement l'unanimité forcée du culte personnel et de « la voie prolétarienne » triomphante ?

● Où en est réellement la Chine en ce qui concerne la transformation des rapports sociaux de production ? Quelles sont précisément les conséquences de la victoire de la « ligne rouge » sur le rôle des stimulants matériels ? La hiérarchie des rémunérations ? Les formes de l'organisation et du contrôle de la production ? L'aménagement de l'école et de ses rapports avec la production ? Les relations économiques entre villes et campagnes ?

Ce sont là les questions décisives. Mais les récits de la révolution culturelle les plus documentés et les mieux intentionnés (3) à se contenter de décrire l'affrontement idéologique abstrait de la « ligne prolétarienne » et de « la ligne bourgeoise » sans une analyse serrée des enjeux et des résultats concrets de cette lutte, tombent vite dans le style « histoire-batailles ». Les communistes orthodoxes des années 50 ont déjà eu une tendance assez fâcheuse à fétichiser l'U.R.S.S., décrivant complaisamment le stalinisme comme un modèle achevé de la démocratie prolétarienne. Penser que le mouvement ouvrier a de nombreuses leçons à tirer de l'expérience chinoise, cela devrait commencer cette fois-ci par le refus des images pieuses.

(1) Cf notamment : Temps Modernes, n° 289. Août-septembre 1970.

(2) Charles Bettelheim « Calcul monétaire et formes de prospérité » (Maspéro).

(3) Cf Marx : Critique du Programme de Gotha.

Lénine : L'Etat et la révolution.

(3) Jean Daubier : Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine (Maspéro).

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

● Liste n° 6	
— L'Ideologie Allemande, MARX, ENGELS	3,70 F
— Blanqui, M. DOMMENGET	9,50 F
— La Pensée Politique de Gramsci, J.-M. PIOTTE	22,10 F
— Le Socialisme Cubain, HUBERMANN et SWEEZY	22,10 F
— Dix jours qui ébranlèrent le monde, J. REED	5,00 F
— Les Gauchistes de 89, PATRICK KESSEL	5,00 F
— Textes sur la Jeunesse, LENINE	3,20 F
— Ouvriers face aux appareils	18,10 F
— Histoire du Mouvement Ouvrier Français, tome II, 1884-1950, J. BRON	24,00 F

Prix réel : 112,70 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

La rentrée à Nanterre

Albert Rousselles

Avec la grève du Restau U et le boycott du cours de Jean Foyer, Nanterre est repartie au premier plan de l'actualité. Comme d'habitude, chaque lutte étudiante à Nanterre est l'occasion pour le gouvernement et la bourgeoisie dans son ensemble d'une campagne d'intoxication, par la déformation systématique des faits, ouvrant la voie à une nouvelle phase de répression contre les étudiants révolutionnaires.

Rappelons les faits :

La grève du restaurant

Pour l'administration du CROUS, c'est le déficit de 80 millions du R.U. de Nanterre qui a servi de prétexte à l'appel de 17 vigiles musclés, chargés officiellement de contrôler les cartes et à l'installation de barrières dans les salles à manger, devant supprimer la resquille.

Les incidents n'ayant pas tardé à éclater (barrières brûlées, fermetures fréquentes des salles) un certain nombre de gauchistes connus sont arrêtés et inculpés au nom de la loi anticasseurs, inaugurée à Nanterre pour la circonstance, sur témoignage des con-

trôleurs musclés : malheureusement, plusieurs d'entre eux ont d'ores et déjà pu démontrer qu'ils n'étaient pas à Nanterre lors des actions en cause !

Face à cette provocation grossière, la grève du Restau U est organisée pour quelques jours, à l'appel de la section du P.S.U., de la Ligue Communiste, de V.L.R. (1) et du groupe pour la fondation de l'U.C.F. (1) avec le soutien des sections enseignantes du S.N.E.S.-Sup. Cette grève n'est pas une grève « au finish », permettant à elle seule d'obtenir le départ des vigiles, mais une grève de sensibilisation des étudiants et de l'opinion au vrai problème posé : la réintroduction de la police sur le campus, chargée d'assurer la « normalisation » des facultés, sous tous ses aspects : rentabilisation, sélection, répression.

Cette grève connaît un incontestable succès, les étudiants organisant eux-mêmes les repas.

Le cours de Foyer

Présenté par toute la presse comme un martyr de la liberté de l'enseigne-

ment, Jean Foyer n'est tout de même pas un « citoyen au-dessus de tout soupçon » !

Ancien ministre gaulliste, il a signé les accords franco-tchadiens, et joué un rôle décisif dans la création de la Cour de Sécurité de l'Etat. De plus il a été l'avocat-conseil du propriétaire du foyer d'Aubervilliers, où cinq travailleurs immigrés ont trouvé la mort, l'an dernier.

Ayant refusé le débat sur ces différents points, son cours est chahuté à deux occasions. Vendredi dernier, il décide de faire son cours sous la protection d'une quinzaine de barbouzes des S.A.C. (Service d'Action Civique, exécuter des basses œuvres du gouvernement).

La fin du cours est mouvementée : Foyer, sous les huées, peut sortir sans avoir été touché, mais quelques enseignants et étudiants « modérés », se trouvant sans doute « par hasard » mêlés aux barbouzes, sont molestés. Ces incidents regrettables sont un bon prétexte pour la fraction réactionnaire du corps enseignant : appels au gouvernement, à la répression. Mais leur grève de protestation n'est suivie que

par une minorité d'enseignants, généralement membres de syndicats autonomes.

Ces messieurs, qui se réclament de la liberté d'expression, ont-ils protesté quand des enseignants révolutionnaires (Judith Miller, Lévy-Leblond, etc.) ont été suspendus ? Protestent-ils contre les saisies répétées de « La Cause du Peuple » ? La réponse est claire : la liberté n'est réelle que pour les mandarins, les étudiants et les assistants ne sont qu'en liberté surveillée.

Dans les deux cas, la presse bourgeoise monte un certain nombre d'incidents en épingle, permettant ainsi de justifier l'usage de la matraque par le pouvoir. Certes des erreurs ont été commises, qui appellent une autocritique.

Mais la vigueur actuelle des luttes montre la volonté du mouvement étudiant de faire échec à la normalisation qui caractérise la rentrée Guichard. □

(1) Vive la Révolution et Union des Communistes Français, maoïstes.

Putsch du P.C.F. aux Grandes Ecoles

Anne-Marie Lefranc

Le dimanche 8 novembre à Cachan, le parti communiste français a pris la responsabilité d'imposer par la force sa volonté aux militants de l'Union des Grandes Ecoles (U.G.E.), association affiliée à l'U.N.E.F.

Fin mai, au congrès de Chatenay-Malabry, la répartition des mandats était la suivante : 78 % allaient au bureau national, 22 % au courant du P.C.F. du « U.N.E.F.-Renouveau ».

Ce sont ces 22 % qui se prétendent aujourd'hui direction de l'U.G.E. ! Comment ont-ils fait ?

A 14 heures, alors que l'ensemble des délégués étaient déjà dans la salle, une centaine d'individus, extérieurs à l'U.G.E., fit irruption dans la salle en brisant les portes et en frappant les militants favorables au bureau national de l'U.G.E., ainsi que des membres de ce B.N. et de celui de l'U.N.E.F.

Le B.N. de l'U.G.E. refusa d'ouvrir une A.G. qui n'en était plus une, à cause des nombreux individus extérieurs à l'organisation. D'autre part, les « débats » qui auraient été arbitrés par le service d'ordre du P.C.F. ne pouvaient se tenir de cette façon démocratique.

L'« U.G.E.-Renouveau », séquestrant les délégués favorables au B.N., dé-

cida alors de tenir un simulacre d'A.G. avec ses seuls militants, dont la plupart ne représentaient qu'eux-mêmes.

Pendant ce temps, ils fracturaient les portes des locaux de l'U.G.E., les occupaient et utilisaient le matériel de l'organisation : fichier, ronéo...

Profitant de la séquestration du B.N. de l'U.G.E., ils prévenaient les journaux du soi-disant changement de direction.

Voilà comment le P.C.F. entend, avec l'U.N.E.F.-Renouveau et ses nervis, normaliser l'université.

Malheureusement pour le P.C.F., l'U.G.E. représente l'organisation du mouvement étudiant en Grande Ecole — et non une structure vide et bureaucratique — si bien que partout dans les écoles s'est développée une campagne d'explication sur les méthodes du P.C.F. et sur la scission « de fait » qu'il a créée, se plaçant lui-même hors de l'organisation en ne reconnaissant plus le B.N. régulièrement élu en mai dernier.

Cette campagne a renforcé le courant autour du B.N. majoritaire qui s'est rendu, malgré l'occupation U.E.C. samedi 14, dans les locaux de l'U.G.E. accompagné de militants des écoles.

L'essentiel était pour lui de montrer qu'il n'était disposé à s'incliner devant le putsch du P.C.F.

COMMUNIQUE

Une délégation du bureau national de l'U.N.E.F. et du bureau national de l'U.G.E., conduite par son président Robert Frachet, a été reçue par une délégation de la commission exécutive de la C.F.D.T.

La réunion a principalement porté sur la situation générale du mouvement étudiant et en particulier, sur les récents événements relatifs aux incidents qui ont empêché la tenue de l'assemblée générale de l'U.G.E.

12 novembre 1970, 11 h 30

Un communiqué analogue a été signé le lendemain, 13 novembre, avec le Bureau de la Fédération de l'Education Nationale.

Le problème n'était pas la bataille stérile pour la reconquête des locaux mais celle de la reconquête des

moyens nécessaires à la continuation de sa tâche : mise en sécurité des documents officiels de l'Union, de son fichier...

Ainsi, le bureau national de l'U.G.E. montre bien que contrairement aux liquidateurs du mouvement étudiant qui acceptent d'appliquer dans les faits la politique du pouvoir dans les instances participationnistes, son seul but est d'être au service du mouvement étudiant.

Celui-ci deviendra un allié réel des travailleurs, en menant des luttes anticapitalistes de masse, à partir de problèmes concrets, tendant à dévoiler le véritable rôle des structures de formation : fournir au patronat les cadres dociles dont il a besoin.

C'est pourquoi, une réunion a eu lieu les samedi 14 et dimanche 15 novembre avec les délégués représentant plus des trois-quarts des adhérents de l'U.G.E. pour envisager l'action au premier trimestre, la plateforme de lutte contre les grandes écoles au service du capital, ainsi que les mesures concrètes de coordination des militants pour permettre, malgré le putsch du P.C.F., l'expression autonome du courant anticapitaliste dans les grandes écoles. □